



**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques,
Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
Mission enquêtes, données et études statistiques
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale**

Panorama Statistique

Jeunesse
Sports
Cohésion Sociale

Les régions françaises • 2018

Le **PANORAMA STATISTIQUE, JEUNESSE, SPORTS, COHÉSION SOCIALE** est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômes délivrés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socio culturelle et enfin, l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

Il est accessible dans une **version Internet** présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse suivante :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/indicateurs-localises/article/le-panorama-statistique-jeunesse-sports-cohesion-sociale>

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/historique.htm>

DÉMOGRAPHIE	3
Données générales	4
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5
PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION	7
Revenus et inégalités de revenus	9
Inclusion bancaire	10
Chômage	10
RSA et minima sociaux	11

IMMIGRATION	12
Immigration et origines	12
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	12
HANDICAP, DÉPENDANCE	13
Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	14
COHÉSION SOCIALE	15
Politique de la ville en 2013	16
Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale au 31 déc. 2015	17
Établissement et services médico - sociaux	18
Capacité d'accueil des personnes âgées	21
Accueil des personnes âgées	22
Accueil des adultes handicapés	23
Accueil des enfants et adolescents handicapés	27
LOGEMENT, HÉBERGEMENT	28
Parc des logements et statut d'occupation	29
Recours au droit au logement (DALO)	30
Logement, hébergement	31
JEUNESSE	32
Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	33
Scolarité, formation, activité	34
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	35
ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE	36
Protection sociale de l'enfance - Aide sociale à l'enfance	38
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement	39
Accueils collectifs de mineurs avec hébergement	41
Accueil des enfants d'âge préscolaire	42
SPORT - DIPLÔMES DÉLIVRÉS	43
Fédérations sportives	44
Équipements sportifs, sports de haut niveau, pôles sportifs	45
Formation aux professions sociales	46
Formation aux professions de santé	47
Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport	48
Activité, emploi associatif et sport	49
SIGLES	51
ADRESSES UTILES	52

Sources : INSEE, DREES

Pour en savoir plus :

Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent un socle d'indicateurs dans les principaux domaines de l'action sociale départementale. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (20 indicateurs parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Protection de l'enfance en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi... ;
- **Personnes handicapées** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couverte par le RSA, part de jeunes non insérés, ... ;
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail pilotés par le CNIS puis par l'ADF et la DREES, constitués de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (ANDASS, CCMISA, CNAF, CNSA, INSEE, ODAS, ONPE).

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Espérance de vie à la naissance

C'est la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de 65 ans (ou durée de survie moyenne au-delà de 65 ans), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/les-indicateurs-sociaux-departementaux>

<http://www.insee.fr/fr/statistiques/2382915>



Données générales

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Superficie en km ²	69 711	47 784	27 209	39 151	8 680	57 433	31 813	12 011	29 906	84 060	72 724	32 082	31 399	543 963	1 705	1 100	83 534	2 503	374	633 179
Population au 1er janvier 2015 (Recensement de la population)	7 877 698	2 820 940	3 293 850	2 578 592	327 283	5 559 051	6 009 976	12 082 144	3 339 131	5 911 482	5 774 185	3 718 512	5 007 977	64 300 821	397 990	380 877	259 865	850 727	259 154	66 449 434
Population au 1er janvier 2018 (Estimation de population) (1)	8 037 059	2 813 289	3 336 643	2 582 522	337 796	5 548 090	6 023 336	12 246 234	3 342 467	5 994 336	5 903 190	3 787 411	5 065 723	65 018 096	390 704	371 246	281 612	865 826	259 154	67 186 638
Population étrangère au 1er janvier 2015 (Recensement de la population)	503 171	126 144	81 292	121 693	30 308	336 765	225 044	1 654 860	94 328	260 689	323 389	98 221	351 958	4 207 862	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Projection de la population en 2040 (2)	9 111 000	2 938 000	3 777 000	2 705 000	374 000	5 713 000	6 216 000	12 934 000	3 424 000	6 675 000	6 682 000	4 333 000	5 260 000	70 142 000	352 000	311 000	353 000	899 000	391 000	72 448 000
Taux de croissance annuel moyen 2010-2015 en %	0,8	0,1	0,6	0,2	1,1	0,1	0,2	0,5	0,2	0,6	0,9	0,8	0,4	0,5	-0,3	-0,7	2,6	0,7	nd	0,5
dont dû au solde migratoire	0,3	-0,1	0,5	0,0	1,1	-0,2	-0,3	-0,4	-0,1	0,6	0,7	0,4	0,2	0,1	-0,8	-1,1	0,2	-0,5	nd	0,1
Densité au 1/01/2018 (nombre d'habitants par km ²)	115	59	123	66	39	97	189	1 020	112	71	81	118	161	120	229	337	3	346	693	106
Naissances domiciliées 2016 définitives	92 038	28 301	32 727	27 303	2 913	58 477	72 674	177 983	35 744	55 818	59 979	40 887	57 846	742 690	4 654	3 782	7 270	13 742	9 496	795 376
Décès domiciliés 2016 définitifs	67 110	29 499	34 489	26 237	3 092	51 866	55 190	74 621	33 074	62 788	57 519	33 675	49 731	578 891	3 228	3 284	901	4 689	705	590 993
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2015 (3)	85,3	67,8	71,1	74,2	61,7	80,3	89,2	99,9	76,0	70,3	74,2	75,2	91,0	82,9	92,8	83,2	50,8	87,5	30,0	82,9
Part des familles monoparentales en 2015 en %	13,9	13,3	12,4	12,9	18,4	14,2	15,9	18,0	13,7	14,0	15,6	11,3	17,4	15,0	40,0	41,2	40,2	30,9	nd	15,6
Taux d'activité de la population en 2015 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (3)	75,0	73,9	73,1	74,6	70,9	73,1	70,7	76,3	73,1	73,6	72,5	75,2	71,8	73,8	70,2	71,2	62,0	70,0	nd	73,7

(1) Indicateurs sociaux départementaux. Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

(2) selon le scénario central de l'Insee

(3) Indicateurs sociaux départementaux

Source : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017), RP 2015 exploitation complémentaire

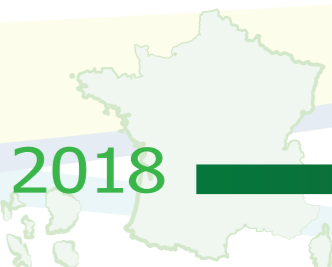
Indicateurs démographiques

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Taux de natalité en 2016 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	11,6	10,0	9,9	10,6	8,8	10,5	12,1	14,7	10,7	9,4	10,3	10,9	11,5	11,5	11,8	10,0	27,0	15,9	36,6	12,0	
Taux de mortalité en 2016 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	8,5	10,5	10,4	10,2	9,4	9,3	9,2	6,2	9,9	10,6	9,9	9,0	9,9	9,0	8,2	8,7	3,3	5,5	2,9	8,9	
Taux de mortalité infantile (Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2014-2015-2016) (1)	3,1	3,8	3,4	3,6	3,7	3,5	3,3	3,8	3,4	3,3	2,9	2,8	3,3	3,4	8,1	7,3	9,1	6,8	10,0	3,5	
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2018 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans (1)	79,7	98,5	92,3	93,0	114,2	85,4	67,6	57,3	86,7	106,1	97,8	79,9	99,6	82,1	70,7	87,9	12,6	36,5	nd	80,8	
Espérance de vie à la naissance en 2017 (1)																					
Hommes	80,2	78,7	78,4	79,1	80,2	78,6	77,0	81,0	78,2	79,3	79,8	79,4	79,7	79,5	77,0	78,2	75,2	77,5	74,0	79,5	
Femmes	85,7	84,8	84,9	84,9	85,9	84,3	83,7	85,9	84,8	85,2	85,4	85,6	85,4	85,4	84,1	83,5	81,0	84,0	77,0	85,3	
Espérance de vie à 65 ans en 2017 (1)																					
Hommes	19,7	19,2	18,9	19,2	20,4	18,7	17,9	20,3	18,9	19,4	19,6	19,5	19,6	19,4	19,2	19,5	17,9	18,3	nd	19,4	
Femmes	23,2	22,8	22,9	23,0	23,5	22,3	21,9	23,5	22,8	23,1	23,3	23,3	23,2	23,2	23,2	22,5	21,1	22,3	nd	23,2	

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

Sources : DREES ; Insee, estimation de population 2018 (données provisoires), État civil



Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2018 - Hommes (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	234 410	73 448	87 221	69 858	8 093	150 153	184 666	413 591	91 265	146 095	153 710	108 033	140 017	1 860 560	10 706	9 042	16 398	31 671	20 617	1 948 994
5 - 9 ans	259 583	84 259	102 560	80 270	9 604	167 973	204 901	415 114	106 303	170 741	174 659	125 623	150 066	2 051 656	12 359	10 946	15 492	34 638	19 570	2 144 661
10 - 14 ans	259 405	87 667	107 121	82 627	9 079	170 155	204 468	397 605	108 966	177 747	176 550	129 290	148 771	2 059 451	14 296	11 972	15 186	36 784	17 008	2 154 697
15 - 19 ans	253 993	87 265	108 185	80 218	8 982	173 181	208 650	388 143	108 140	180 741	180 075	126 020	148 546	2 052 139	13 887	12 322	13 385	35 564	13 085	2 140 382
20 - 24 ans	232 987	73 832	91 398	65 351	7 947	160 795	182 932	383 200	90 479	154 825	164 188	102 731	132 720	1 843 385	9 322	8 652	9 396	25 714	7 085	1 903 554
25 - 54 ans	1 521 935	504 127	603 787	460 498	63 578	1 049 550	1 132 436	2 493 235	599 972	1 068 360	1 068 145	696 640	908 713	12 170 976	61 355	59 490	52 797	159 965	39 673	12 544 256
55 - 59 ans	245 256	91 886	108 297	83 452	10 640	184 164	187 136	351 697	108 259	194 524	186 209	116 460	159 388	2 027 368	14 070	14 436	5 443	26 971	3 176	2 091 464
60 - 64 ans	224 632	90 724	105 033	81 120	10 582	173 126	172 748	292 800	105 763	192 535	179 636	111 136	150 037	1 889 872	11 971	12 199	4 672	22 640	2 240	1 943 594
65 - 74 ans	390 653	159 581	179 961	141 281	19 264	277 631	274 294	458 868	177 062	343 980	322 840	190 193	273 486	3 209 094	18 169	18 196	5 178	27 524	2 183	3 280 344
75 - 84 ans	206 163	83 615	93 115	75 148	11 692	145 684	122 057	230 393	86 779	183 665	173 133	98 110	155 852	1 665 406	9 313	10 708	1 454	12 499	880	1 700 260
85 ans et +	81 806	33 978	36 893	32 281	4 225	51 801	47 743	89 725	35 305	78 470	75 217	41 433	61 497	670 374	3 166	3 743	441	3 012	211	680 947
Ensemble	3 910 823	1 370 382	1 623 571	1 252 104	163 686	2 704 213	2 922 031	5 914 371	1 618 293	2 891 683	2 854 362	1 845 669	2 429 093	31 500 281	178 614	171 706	139 842	416 982	125 728	32 533 153
Moins de 6 ans	285 627	89 732	106 990	85 421	9 992	182 577	224 858	497 072	111 837	178 902	187 672	132 004	169 275	2 261 959	12 994	11 022	19 559	38 376	24 542	2 368 452
Enfants de 6 à 16 ans	570 494	190 895	233 381	180 585	20 206	374 591	453 072	885 245	239 172	388 674	389 650	282 778	329 274	4 538 017	30 262	25 972	33 184	79 570	38 437	4 745 442
Jeunes de 16 à 25 ans	481 406	157 982	195 294	141 829	16 873	332 586	384 538	776 785	193 790	329 340	340 978	222 496	278 512	3 852 409	22 038	20 086	21 628	58 957	18 750	3 993 868
Population de 26 à 64 ans	1 946 310	672 360	799 833	612 268	83 160	1 374 404	1 457 683	3 054 286	796 781	1 425 930	1 401 663	904 604	1 191 656	15 720 938	85 660	84 518	61 142	204 506	43 675	16 200 439
Population de 65 ans et plus	678 622	277 174	309 969	248 710	35 181	475 116	444 094	778 986	299 146	606 115	571 190	329 736	490 835	5 544 874	30 648	32 647	7 073	43 035	3 274	5 661 551
Population de 75 ans et plus	287 969	117 593	130 008	107 429	15 917	197 485	169 800	320 118	122 084	262 135	248 350	139 543	217 349	2 335 780	12 479	14 451	1 895	15 511	1 091	2 381 207
Population de 80 ans et plus	170 992	71 001	79 372	66 864	9 008	114 735	102 266	188 289	74 473	161 948	152 245	86 632	128 131	1 405 956	7 086	8 386	985	7 785	526	1 430 724

(1) Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimation de population 2018 (données provisoires)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2018 - Femmes (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	225 687	70 063	82 874	67 566	7 408	143 355	178 015	396 947	87 218	140 301	147 724	103 106	131 952	1 782 216	10 209	8 683	15 603	30 854	20 328	1 867 893
5 - 9 ans	246 834	80 037	98 415	77 778	8 775	160 190	196 252	398 321	100 996	162 804	165 960	120 097	142 001	1 958 460	11 940	10 216	14 651	32 894	19 510	2 047 671
10 - 14 ans	246 143	83 100	102 584	79 215	8 471	161 787	196 917	385 043	102 655	168 970	168 045	124 614	142 329	1 969 873	14 367	11 573	14 874	34 452	17 396	2 062 535
15 - 19 ans	243 441	80 923	101 772	75 934	8 753	162 722	196 982	376 917	102 327	171 136	172 007	119 183	141 533	1 953 630	13 393	11 352	13 398	33 448	13 695	2 038 916
20 - 24 ans	224 317	67 992	83 377	61 665	7 946	152 378	176 082	399 854	86 538	149 967	159 519	99 497	128 878	1 798 010	9 187	8 176	9 859	26 060	8 749	1 860 041
25 - 54 ans	1 546 899	507 241	600 008	473 156	66 618	1 056 772	1 151 731	2 627 916	613 972	1 097 394	1 104 068	700 353	959 115	12 505 243	81 749	75 430	55 582	181 653	45 919	12 945 576
55 - 59 ans	256 602	96 712	112 344	86 240	11 315	193 038	196 180	380 614	114 094	206 793	198 564	121 259	173 068	2 146 823	16 193	16 603	5 559	29 054	2 651	2 216 883
60 - 64 ans	245 769	97 261	112 121	87 222	11 049	187 912	190 781	328 627	114 749	211 880	194 827	119 786	167 845	2 069 829	14 133	14 472	4 340	24 685	1 803	2 129 262
65 - 74 ans	439 522	175 120	204 324	156 591	21 035	304 608	318 397	533 402	199 212	387 174	363 800	213 642	317 757	3 634 584	21 772	21 852	5 049	31 067	2 155	3 716 479
75 - 84 ans	276 016	111 537	131 623	99 002	14 274	200 051	185 601	314 203	123 090	241 665	224 935	133 634	205 748	2 261 379	12 772	13 878	1 922	17 790	969	2 308 710
85 ans et +	175 006	72 921	83 630	66 049	8 466	121 064	114 367	190 019	79 323	164 569	149 379	86 571	126 404	1 437 768	6 375	7 305	933	6 887	251	1 459 519
Ensemble	4 126 236	1 442 907	1 713 072	1 330 418	174 110	2 843 877	3 101 305	6 331 863	1 724 174	3 102 653	3 048 828	1 941 742	2 636 630	33 517 815	212 090	199 540	141 770	448 844	133 426	34 653 485
Moins de 6 ans	273 894	85 524	101 566	82 500	9 205	174 549	216 683	475 671	106 974	171 130	180 033	125 978	159 594	2 163 301	12 485	10 585	18 576	37 184	24 359	2 266 490
Enfants de 6 à 16 ans	543 249	180 852	224 141	173 704	18 987	356 007	433 920	854 719	225 784	369 545	370 013	270 830	313 769	4 335 520	29 680	24 714	32 440	75 073	38 942	4 536 369
Jeunes de 16 à 25 ans	464 550	145 743	180 436	133 921	16 575	313 547	367 797	791 853	185 139	316 719	329 670	213 390	267 548	3 726 888	21 512	18 760	22 070	57 785	21 327	3 868 342
Population de 26 à 64 ans	2 003 857	687 825	808 464	634 361	87 314	1 407 129	1 504 738	3 247 815	826 021	1 486 784	1 465 821	922 101	1 274 250	16 356 480	110 332	104 831	63 592	230 029	48 423	16 913 687
Population de 65 ans et plus	890 544	359 578	419 577	321 642	43 775	625 723	618 365	1 037 624	401 625	793 408	738 114	433 847	649 909	7 333 731	40 919	43 035	7 904	55 744	3 375	7 484 708
Population de 75 ans et plus	451 022	184 458	215 253	165 051	22 740	321 115	299 968	504 222	202 413	406 234	374 314	220 205	332 152	3 699 147	19 147	21 183	2 855	24 677	1 220	3 768 229
Population de 80 ans et plus	306 998	127 057	149 598	115 032	14 904	217 276	207 107	337 433	140 025	282 992	258 356	152 701	221 888	2 531 367	12 114	13 442	1 719	14 372	668	2 573 682

(1) Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimation de population 2018 (données provisoires)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2018 - Ensemble (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	460 097	143 511	170 095	137 424	15 501	293 508	362 681	810 538	178 483	286 396	301 434	211 139	271 969	3 642 776	20 915	17 725	32 001	62 525	40 945	3 816 887
5 - 9 ans	506 417	164 296	200 975	158 048	18 379	328 163	401 153	813 435	207 299	333 545	340 619	245 720	292 067	4 010 116	24 299	21 162	30 143	67 532	39 080	4 192 332
10 - 14 ans	505 548	170 767	209 705	161 842	17 550	331 942	401 385	782 648	211 621	346 717	344 595	253 904	291 100	4 029 324	28 663	23 545	30 060	71 236	34 404	4 217 232
15 - 19 ans	497 434	168 188	209 957	156 152	17 735	335 903	405 632	765 060	210 467	351 877	352 082	245 203	290 079	4 005 769	27 280	23 674	26 783	69 012	26 780	4 179 298
20 - 24 ans	457 304	141 824	174 775	127 016	15 893	313 173	359 014	783 054	177 017	304 792	323 707	202 228	261 598	3 641 395	18 509	16 828	19 255	51 774	15 834	3 763 595
25 - 54 ans	3 068 834	1 011 368	1 203 795	933 654	130 196	2 106 322	2 284 167	5 121 151	1 213 944	2 165 754	2 172 213	1 396 993	1 867 828	24 676 219	143 104	134 920	108 379	341 618	85 592	25 489 832
55 - 59 ans	501 858	188 598	220 641	169 692	21 955	377 202	383 316	732 311	222 353	401 317	384 773	237 719	332 456	4 174 191	30 263	31 039	11 002	56 025	5 827	4 308 347
60 - 64 ans	470 401	187 985	217 154	168 342	21 631	361 038	363 529	621 427	220 512	404 415	374 463	230 922	317 882	3 959 701	26 104	26 671	9 012	47 325	4 043	4 072 856
65 - 74 ans	830 175	334 701	384 285	297 872	40 299	582 239	592 691	992 270	376 274	731 154	686 640	403 835	591 243	6 843 678	39 941	40 048	10 227	58 591	4 338	6 996 823
75 - 84 ans	482 179	195 152	224 738	174 150	25 966	345 735	307 658	544 596	209 869	425 330	398 068	231 744	361 600	3 926 785	22 085	24 586	3 376	30 289	1 849	4 008 970
85 ans et +	256 812	106 899	120 523	98 330	12 691	172 865	162 110	279 744	114 628	243 039	224 596	128 004	187 901	2 108 142	9 541	11 048	1 374	9 899	462	2 140 466
Ensemble	8 037 059	2 813 289	3 336 643	2 582 522	337 796	5 548 090	6 023 336	12 246 234	3 342 467	5 994 336	5 903 190	3 787 411	5 065 723	65 018 096	390 704	371 246	281 612	865 826	259 154	67 186 638
Moins de 6 ans	559 521	175 256	208 556	167 921	19 197	357 126	441 541	972 743	218 811	350 032	367 705	257 982	328 869	4 425 260	25 479	21 607	38 135	75 560	48 901	4 634 942
Enfants de 6 à 16 ans	1 113 743	371 747	457 522	354 289	39 193	730 598	886 992	1 739 964	464 956	758 219	759 663	553 608	643 043	8 873 537	59 942	50 686	65 624	154 643	77 379	9 281 811
Jeunes de 16 à 25 ans	945 956	303 725	375 730	275 750	33 448	646 133	752 335	1 568 638	378 929	646 059	670 648	435 886	546 060	7 579 297	43 550	38 846	43 698	116 742	40 077	7 862 210
Population de 26 à 64 ans	3 950 167	1 360 185	1 608 297	1 246 629	170 474	2 781 533	2 962 421	6 302 101	1 622 802	2 912 714	2 867 484	1 826 705	2 465 906	32 077 418	195 992	189 349	124 734	434 535	92 098	33 114 126
Population de 65 ans et plus	1 569 166	636 752	729 546	570 352	78 956	1 100 839	1 062 459	1 816 610	700 771	1 399 523	1 309 304	763 583	1 140 744	12 878 605	71 567	75 682	14 977	98 779	6 649	13 146 259
Population de 75 ans et plus	738 991	302 051	345 261	272 480	38 657	518 600	469 768	824 340	324 497	668 369	622 664	359 748	549 501	6 034 927	31 626	35 634	4 750	40 188	2 311	6 149 436
Population de 80 ans et plus	477 990	198 058	228 970	181 896	23 912	332 011	309 373	525 722	214 498	444 940	410 601	239 333	350 019	3 937 323	19 200	21 828	2 704	22 157	1 194	4 004 406

(1) Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimation de population 2018 (données provisoires)



Sources : DREES, INSEE, CNAF, DARES, DGFIP, CNAV, CCMSA, CAF, Banque de France, Pôle emploi, ASP.

Pour en savoir plus :

Taux de pauvreté - Intensité de la pauvreté

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

L'intensité de la pauvreté est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : $(\text{seuil de pauvreté} - \text{niveau de vie médian de la population pauvre}) / \text{seuil de pauvreté}$. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Niveau de vie médian

Le niveau de vie médian est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population de France métropolitaine. Le rapport inter décile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

Ménage fiscal

Le « **ménage fiscal** » est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident au moins une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. Les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants) sont comptés dans les ménages où ils déclarent leurs revenus même s'ils occupent un logement indépendant.

Fichier Localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques
- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ces données permettent de reconstituer un revenu déclaré (avant impôt) et un revenu disponible (après impôt et y compris prestations sociales et revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à tous les niveaux locaux : infra-communales, communales et supra-communales.

À partir des données 2012, le dispositif FiLoSoFi remplace les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau International du Travail

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (**RSA jeune**).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le **RSA socle** est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le **RSA socle non majoré** s'est substitué au revenu minimum d'insertion (**RMI**) et le **RSA socle majoré** à l'allocation de parent isolé (**API**).

Le **RSA activité seul**, qui n'est pas à proprement parler un minimum social, est versé aux foyers dont le revenu d'activité est supérieur au montant forfaitaire, mais inférieur au revenu garanti. Il peut également être majoré en cas d'isolement (aux mêmes conditions que pour le RSA socle). Le RSA activité est remplacé par la prime d'activité à partir du 1er janvier 2016.

Prime d'activité

La prime d'activité est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. C'est un complément de revenu qui est versé chaque mois, depuis le 5 février 2016, sous conditions de ressources, aux travailleurs modestes. Elle remplace la prime pour l'emploi (PPE) et la partie « activité » du revenu de solidarité active (RSA).

Contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi - contrat d'accompagnement dans l'emploi

Depuis le 1er janvier 2010, en France métropolitaine, est entré en vigueur le contrat unique d'insertion (CUI) créé par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008. Ce contrat est entré en vigueur dans les Dom à partir du 1er janvier 2011.

Le contrat unique d'insertion prend la forme, dans un cadre rénové, du contrat initiative emploi (**CUI-CIE**) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (**CUI-CAE**) dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.



Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 à la suite de la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) est une protection complémentaire santé gratuite accordée aux personnes remplissant certaines conditions de résidence et de ressources.

Elle prend en charge le ticket modérateur (part restant habituellement à la charge du patient) et le forfait journalier en cas d'hospitalisation. Elle garantit l'application des tarifs opposables par les médecins conventionnés ; de plus, les dépassements de tarifs pour les lunettes, les prothèses auditives et les appareils dentaires sont également pris en charge dans la limite d'un certain montant. Enfin, elle permet la dispense d'avance de frais lors des consultations chez le médecin, à la pharmacie, pour les médicaments sur prescription, au laboratoire, etc.

Aide complémentaire :

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-11747>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/minima-sociaux/les-minima-sociaux/article/definitions-et-baremes-relatifs-aux-minimas-sociaux>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/minima-sociaux>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/80-des-beneficiaires-du-rsa-soumis-aux-droits-et-devoirs-sont-orientes-vers-un>



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2015)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	21 231	20 340	20 511	20 494	19 247	20 502	18 982	22 639	20 087	20 148	19 672	20 391	20 265	20 566	nd	16 655	nd	14 258	4 608	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1)	3,4	3,1	2,9	3,1	3,7	3,4	3,3	4,5	3,1	3,1	3,4	2,8	3,7	3,5	nd	4,4	nd	4,7	14,1	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1)	12,8	13,2	11,2	13,2	19,8	14,6	18,6	15,9	13,9	13,7	17,2	11,2	17,4	14,9	nd	30,9	nd	40,4	83,9	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	20,2	21,3	20,3	21,9	26,8	25,1	30,0	19,7	23,1	23,7	27,4	18,5	25,2	23,0	nd	51,6	nd	54,6	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	7,5	7,4	7,7	6,7	17,5	7,2	9,0	7,6	6,8	9,6	11,5	6,6	9,8	8,4	nd	31,2	nd	40,4	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	20,3	19,4	19,2	20,3	22,2	20,6	19,9	23,5	19,7	20,2	21,4	19,0	22,6	21,0	nd	24,5	nd	25,7	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES ; Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA ; Caf, données au 31/12/2015; Enquête budget famille

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2015) (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de ménages fiscaux	3 320 218	1 221 204	1 429 087	1 108 425	123 794	2 315 293	2 409 813	4 866 994	1 407 483	2 594 663	2 498 864	1 563 359	2 212 376	27 071 573	nd	149 744	370 264	301 424	68 840	nd
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	56,2	54,4	53,5	55,5	49,9	53,4	49,2	66,1	53,1	52,3	50,3	53,2	54,5	55,4	nd	35,2	nd	29,7	9,5	nd
Revenu salarial annuel moyen par sexe et PCS dans le secteur privé (1)	21 840	19 980	20 060	21 260	18 370	20 730	20 900	29 010	21 070	20 200	20 550	20 500	20 950	22 690	20 910	20 780	21 510	19 230	nd	22 640
Femmes	18 040	16 660	16 860	18 080	16 010	17 160	17 360	24 960	17 530	17 260	17 180	17 020	17 560	19 140	19 270	18 990	19 720	17 760	nd	19 130
Hommes	24 740	22 510	22 590	23 710	20 260	23 460	23 300	32 220	23 660	22 550	23 230	23 180	23 710	25 420	22 400	22 410	22 610	20 210	nd	25 350
Cadres (y c les chefs d'entreprise salariés)	41 960	39 620	39 650	41 170	36 950	40 630	40 980	51 000	41 350	40 140	40 130	39 970	41 660	44 880	45 870	45 620	47 760	43 470	nd	44 880
Professions intermédiaires	24 110	23 500	23 160	24 490	24 580	24 140	24 010	26 530	24 730	23 410	23 160	23 120	23 780	24 380	25 280	24 790	27 410	23 420	nd	24 390
Employés	15 120	14 710	14 680	15 550	14 040	14 970	15 060	17 130	15 170	14 870	14 380	14 960	14 670	15 380	16 470	16 240	15 990	15 320	nd	15 390
Ouvriers	17 620	17 230	16 850	17 570	16 000	17 790	17 580	18 370	18 180	16 890	16 510	17 350	16 770	17 480	16 100	16 600	15 260	15 820	nd	17 450

(1) Salariés au lieu de résidence, du secteur privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

Sources : DREES ; Insee, DADS, fichier salariés au lieu de résidence ; Insee-DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFiP



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Inclusion bancaire (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de dossiers de surendettement déposés et part des dossiers jugés recevables																				
Dossiers de surendettement déposés																				
2008	19 295	9 347	8 069	8 040	550	17 567	25 683	30 603	13 245	17 583	14 060	8 983	15 460	188 485	349	350	217	757	4	190 162
2015	24 110	10 912	10 059	10 198	744	19 100	29 441	29 541	15 221	21 048	17 575	11 484	17 907	217 340	315	521	206	1 187	9	219 578
2016	21 859	9 760	8 831	9 013	606	16 927	26 174	25 954	13 582	19 228	16 154	10 208	15 898	194 194	300	466	236	1 281	5	196 482
Dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	17 721	8 110	7 250	6 716	442	15 407	21 740	25 313	11 589	14 432	11 983	7 884	12 446	161 033	291	248	172	555	1	162 300
2015	21 857	10 480	9 272	9 519	632	17 480	26 430	26 485	13 854	19 681	15 969	10 485	15 715	197 859	290	515	195	954	3	199 816
2016	19 610	8 611	8 076	8 167	545	15 290	23 787	23 198	12 323	17 394	14 698	9 449	13 977	175 125	238	384	221	1 040	2	177 010
Part des dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	91,8	86,8	89,9	83,5	80,4	87,7	84,6	82,7	87,5	82,1	85,2	87,8	80,5	85,4	83,4	70,9	79,3	73,3	25,0	85,3
2015	90,7	96,0	92,2	93,3	84,9	91,5	89,8	89,7	91,0	93,5	90,9	91,3	87,8	91,0	92,1	98,8	94,7	80,4	33,3	91,0
2016	89,7	88,2	91,5	90,6	89,9	90,3	90,9	89,4	90,7	90,5	91,0	92,6	87,9	90,2	79,3	82,4	93,6	81,2	40,0	90,1

(1) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Source : Banque de France

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Chômage

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Données septembre 2018																				
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	659 650	217 250	270 770	222 000	19 440	463 480	606 280	1 010 470	292 250	516 730	583 200	325 610	500 980	5 688 100	66 180	53 590	26 750	169 320	nd	6 003 900
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	386 610	120 390	144 440	125 130	13 980	276 940	377 320	680 250	167 110	283 920	354 100	166 160	317 450	3 413 800	56 830	43 240	23 650	139 790	nd	3 677 300
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C)	291 170	101 850	124 740	106 340	7 020	225 890	304 860	463 600	141 450	241 810	270 290	152 930	229 060	2 661 000	38 690	28 640	10 240	96 170	nd	2 834 800
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	53,0	52,8	54,1	52,8	54,5	50,9	50,5	50,4	53,0	54,6	52,5	55,2	51,7	52,3	58,0	58,4	58,9	51,8	nd	52,4
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	13,9	14,7	15,0	15,2	13,0	14,0	16,3	9,8	16,6	14,1	13,6	15,9	12,7	13,7	11,2	10,8	14,9	13,1	nd	13,6
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	24,2	26,2	24,2	25,0	28,2	25,8	22,7	26,2	24,2	25,6	25,8	23,3	26,7	25,1	32,1	33,8	22,6	26,7	nd	25,3
Taux de chômage localisé (4ème trimestre 2017) en % (1)	7,6	7,6	7,4	8,2	9,4	8,6	11,1	7,7	8,9	8,4	10,5	7,3	10,3	8,6	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Données 2016-2017																				
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en QPV																				
Catégorie A tous âges																				
Au 31 décembre 2016	40 975	15 544	10 083	19 604	827	45 976	76 851	136 458	23 281	22 746	47 265	19 608	59 879	519 097	nd	nd	nd	31 247	nd	550 344
Au 31 décembre 2017	40 887	15 230	9 925	19 661	nd	45 392	81 069	140 260	23 634	23 285	47 105	19 818	60 830	527 096	nd	nd	nd	30 886	nd	557 982
Catégorie A, B, C tous âges																				
Au 31 décembre 2016	59 648	22 687	14 792	28 964	1 003	63 366	106 912	190 085	33 373	33 480	64 111	29 845	80 695	728 961	nd	nd	nd	36 257	nd	765 218
Au 31 décembre 2017	62 052	23 142	15 165	29 902	nd	65 119	114 311	200 241	34 721	35 858	65 560	30 876	84 203	761 150	nd	nd	nd	36 387	nd	797 537
Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en QPV au 31 décembre 2017																				
Demandeurs d'emploi dans les QPV (catégorie A, B ou C)	62 052	23 142	15 165	29 902	nd	65 119	114 311	200 241	34 721	35 858	65 560	30 876	84 203	761 150	nd	nd	nd	36 387	nd	797 537
Demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) dans les QPV (catégorie A, B ou C)	26 918	10 382	6 606	13 666	nd	30 063	53 398	86 197	15 792	15 569	28 592	14 243	37 192	338 618	nd	nd	nd	20 515	nd	359 133
Part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) parmi les demandeurs d'emploi au sein des QPV (en %)	43	45	43,6	45,7	nd	46,2	47	43	45,5	43	44	46,1	44	44	nd	nd	nd	56,4	nd	45,0

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES ; Insee ; Pôle emploi ; Dares, statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) ; ASP, traitement Dares

Pauvreté - Précarité - Exclusion

RSA et Minima sociaux

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2017 (1)	154 908	57 817	58 490	57 223	6 113	144 232	219 642	320 904	82 954	143 145	185 837	66 559	155 280	1 653 100	43 422	35 956	22 002	94 275	5 066	1 853 800
Dont :																				
RSA majoré	18 022	6 884	6 931	7 237	568	16 890	28 534	31 390	10 684	15 974	20 993	8 990	17 813	190 900	5 045	4 271	6 291	15 556	0	222 100
RSA non majoré	136 777	50 885	51 521	49 929	5 543	127 277	191 031	289 408	72 221	127 050	164 716	57 521	137 398	1 461 300	38 374	31 678	15 711	78 705	5 066	1 630 800
RSA jeune	109	48	38	57	2	65	77	106	49	121	128	48	69	900	3	7	0	14	0	900
Taux de population couverte par le RSA en % (allocataire, conjoint et personnes à charge) (2) (4)	3,9	4,2	3,3	4,6	3,2	5,3	7,9	5,0	5,0	4,7	6,2	3,5	6,2	5,1	21,3	17,4	23,2	25,2	5,8	5,6
Allocataires de la prime d'activité au 31.12.2017 (1)	309 938	111 764	130 106	105 160	11 298	229 855	297 193	390 427	142 366	268 755	293 780	153 771	225 811	2 670 200	19 155	23 229	6 869	59 379	838	2 779 700
Dont :																				
Prime d'activité majorée	16 948	6 494	7 631	6 764	642	12 401	15 555	24 765	9 160	15 088	15 784	9 193	12 897	153 300	1 531	1 795	1 052	4 271	0	162 000
Prime d'activité non majorée	292 990	105 270	122 475	98 396	10 656	217 454	281 638	365 662	133 206	253 667	277 996	144 578	212 914	2 516 900	17 624	21 434	5 817	55 108	838	2 617 700
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2016 (3)	42 440	17 000	17 720	16 750	1 740	42 370	50 520	71 150	23 520	36 010	46 600	18 690	35 350	419 700	7 560	6 940	1 190	18 220	50	454 200
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (4)	0,9	1,0	0,9	1,1	0,8	1,2	1,3	0,9	1,1	1,0	1,3	0,8	1,2	1,0	3,0	2,9	0,7	3,2	0,0	1,1
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2016 (5)	51 330	18 310	19 240	14 970	8 270	32 080	38 940	79 190	19 470	48 410	62 730	19 680	68 800	481 420	21 139	15 176	3 563	24 027	0	545 325
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus	2,6	2,3	2,1	2,1	8,7	2,3	2,7	3,4	2,2	2,8	3,9	2,1	4,6	3,0	22,9	15,7	16,4	18,0	0,0	3,3
Bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMUC) en 2017																				
Bénéficiaires de la CMUC complémentaire	470 471	175 063	154 404	179 678	17 840	414 985	652 545	896 252	247 365	403 015	531 598	205 548	442 650	4 791 414	109 929	81 776	82 002	306 588	nd	5 371 709
Bénéficiaires de la CMUC en % de la population totale (4)	5,9	6,2	4,6	7,0	5,3	7,5	10,8	7,4	7,4	6,8	9,1	5,5	8,8	7,4	27,9	21,8	29,9	35,6	nd	8,1

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence

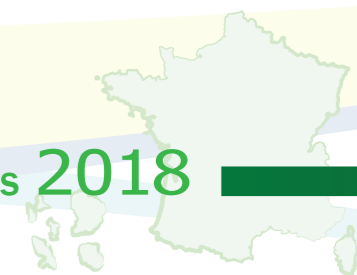
(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge

(3) Données semi définitives

(4) Indicateurs sociaux départementaux

(5) Les données par département de résidence sont estimées pour les DOM

Sources : DREES ; données CNAMTS, RSI, CCMSA, Calculs Fonds CMU ; MSA ; Cnaf ; Insee, estimations de population au 01/01/2018 (Résultats provisoires arrêtés début 2018), estimations de population au 01/01/17 (résultats provisoires arrêtés fin 2017) ; Pôle emploi ; Fichier national des Assedic ; RSI ; Fonds CMU



Immigration - Intégration

Immigration et origines en 2015

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de personnes immigrées	727 932	187 628	109 555	172 603	33 525	484 508	314 624	2 296 081	137 306	355 819	497 255	138 293	527 183	5 982 300	nd	nd	nd	nd	nd	6 106 695
Pays de naissance des immigrés																				
Portugal	83 569	26 498	7 472	32 777	8 179	36 922	26 664	243 490	11 096	60 984	46 023	10 315	27 340	621 328	nd	nd	nd	nd	nd	621 777
Italie	59 467	12 040	2 080	3 696	3 962	43 484	14 102	56 693	2 952	9 952	22 593	2 649	52 144	285 814	nd	nd	nd	nd	nd	286 303
Espagne	31 611	6 541	2 394	6 544	737	12 494	7 133	47 059	2 925	33 349	69 272	3 125	25 085	248 268	nd	nd	nd	nd	nd	248 884
Autres pays de l'UE (à 27)	71 349	19 387	27 193	15 050	4 147	94 121	48 968	183 156	20 501	78 308	82 965	21 981	69 070	736 191	nd	nd	nd	nd	nd	739 220
Autres pays d'Europe	64 775	18 571	6 195	6 673	673	40 419	7 672	79 478	4 772	12 434	17 068	7 497	22 581	288 806	nd	nd	nd	nd	nd	289 356
Algérie	118 185	22 391	5 620	15 381	1 334	58 662	58 622	310 019	19 796	22 691	56 827	11 792	88 837	790 158	nd	nd	nd	nd	nd	790 681
Maroc	65 219	28 542	9 385	27 533	10 566	52 320	58 197	241 402	16 695	44 832	94 361	15 668	75 831	740 552	nd	nd	nd	nd	nd	741 238
Tunisie	39 867	5 312	2 563	4 201	2 052	9 120	7 937	117 160	4 559	5 671	10 833	5 657	54 679	269 613	nd	nd	nd	nd	nd	269 829
Autres pays d'Afrique	64 787	16 098	20 185	29 590	696	38 902	41 771	479 767	28 248	38 762	37 727	30 602	46 594	873 728	nd	nd	nd	nd	nd	890 488
Turquie	45 814	14 702	5 952	10 692	22	50 317	9 842	69 835	8 134	8 869	7 673	5 909	11 320	249 079	nd	nd	nd	nd	nd	249 108
Autres pays	83 289	17 546	20 516	20 466	1 157	47 747	33 716	468 022	17 628	39 967	51 913	23 098	53 702	878 764	nd	nd	nd	nd	nd	979 810
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,8	51,6	50,3	50,5	45,7	51,6	48,7	51,6	49,6	51,8	51,9	50,4	51,6	51,4	62,1	63,3	51,6	62,4	nd	51,5

Sources : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017, RP 2015 exploitation complémentaire pour les Dom

Immigration - Intégration

Activité et chômage de la population immigrée et étrangère

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Activité de la population âgée de 15 ans et plus en 2015																				
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	3 294 861	1 126 874	1 314 176	1 035 057	128 676	2 255 838	2 266 163	5 405 125	1 319 393	2 340 791	2 220 426	1 528 867	1 908 109	26 144 353	128 001	131 527	66 012	256 152	nd	26 469 892
Immigrés	300 055	69 591	45 176	70 945	15 133	187 283	111 955	1 188 980	52 412	139 163	180 341	55 101	192 446	2 608 581	5 328	3 244	18 740	6 013	nd	2 635 893
Non immigrés	2 994 806	1 057 282	1 268 999	964 111	113 543	2 068 555	2 154 208	4 216 145	1 266 981	2 201 628	2 040 085	1 473 766	1 715 663	23 535 772	122 672	128 283	47 271	250 139	nd	23 833 999
Français	3 120 259	1 089 672	1 286 508	995 525	116 625	2 146 467	2 202 238	4 713 591	1 291 279	2 252 983	2 120 003	1 498 055	1 797 402	24 630 608	124 413	129 604	52 226	253 928	nd	24 936 851
Étrangers	174 602	37 202	27 668	39 531	12 051	109 372	63 925	691 533	28 113	87 807	100 423	30 812	110 707	1 513 745	3 588	1 923	13 786	2 224	nd	1 533 041
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus en 2015 (1)	13,1	13,9	13,0	14,0	14,0	15,4	18,6	13,5	15,1	14,4	16,5	13,2	16,0	14,7	30,7	26,8	36,4	37,5	nd	15,2
Immigrés	22,5	24,9	25,9	25,5	19,0	24,5	28,0	19,1	19,6	24,1	26,7	31,3	25,9	22,6	52,6	42,2	49,9	46,4	nd	23,1
Non immigrés	12,0	13,1	12,4	13,0	13,3	14,4	18,0	11,8	12,8	13,7	15,4	12,3	14,8	13,7	29,3	26,3	28,8	37,3	nd	14,2
Français	11,3	12,2	11,5	12,1	12,2	13,4	16,6	11,3	13,3	12,7	14,5	11,4	14,0	12,8	27,7	24,8	25,0	35,1	nd	13,3
Étrangers	25,0	29,1	28,5	29,3	19,7	26,8	31,4	21,1	33,3	26,3	29,6	36,0	28,2	25,1	58,8	47,5	55,6	53,0	nd	25,8

(1) au sens du recensement de la population

Source : Insee, RP 2015 exploitation principale

Sources : INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA, FSV.

Pour en savoir plus :

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

La prestation de compensation du handicap (PCH)

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). Désormais, l'aide est octroyée en fonction des limitations fonctionnelles. L'article D.245-4 du CASF dispose : « A le droit, ou ouvre le droit à la prestation de compensation [...], la personne qui présente une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités telles que définies dans le référentiel figurant à l'annexe 2-5 [du code] ». Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, aides animalières. Depuis 2008, la PCH est ouverte aux personnes de moins de 20 ans et elle peut se substituer au complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

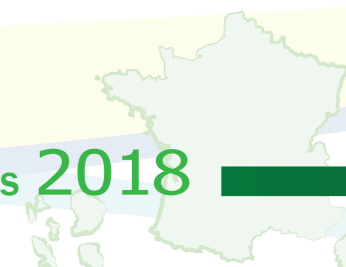
Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/article/les-donnees-individuelles-apa-ash>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/allocation-personnalisee-d-autonomie-les-aides-apportees-aux-personnes-agees>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-11871>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-edition-2018>



Handicap - Dépendance

Allocataires AAH - APA - PCH - ACTP - Personnes prises en charge par des mandataires

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2017 (1)	122 286	53 968	62 614	41 883	7 317	90 749	118 447	144 557	66 012	114 461	123 589	55 010	88 959	1 089 852	9 560	8 424	2 154	18 866	453	1 129 309
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans en % (2)	2,7	3,5	3,4	3,0	3,9	2,9	3,5	2,0	3,6	3,5	3,8	2,7	3,2	3,0	4,3	4,0	1,5	3,8	0,4	3,0
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2016	169 342	67 856	74 005	49 875	9 420	102 361	116 860	135 087	68 237	141 724	150 259	68 023	99 924	1 252 973	8 006	9 448	873	15 172	nd	1 286 472
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 60 ans et + (2)	8,4	8,4	8,0	6,9	9,6	7,1	8,3	5,6	7,5	8,0	9,1	7,0	6,9	7,6	8,4	9,5	3,8	10,9	nd	7,6
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	23,2	22,5	21,5	18,3	25,1	19,8	24,8	16,6	21,1	21,3	24,4	19,0	18,3	20,9	26,0	27,0	19,0	39,8	nd	21,1
Part des bénéficiaires de l'APA à domicile classés en GIR 1 ou 2 parmi l'ensemble des bénéficiaires de l'APA à domicile (2) (3)	15,5	15,3	18,8	19,0	28,5	21,2	20,6	23,4	22,3	17,2	18,4	14,4	16,4	18,8	15,8	19,0	27,6	25,0	nd	18,9
Prestation de Compensation du Handicap (PCH) & Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP)																				
Nombre d'allocataires PCH + ACTP au 31.12.2016	45 503	17 440	17 687	13 880	3 251	31 052	36 495	47 621	16 645	30 373	33 580	19 175	24 371	337 073	3 047	2 686	769	5 613	nd	343 575
Nombre d'allocataires PCH + ACTP / 1 000 personnes sur la population générale (2)	5,7	6,2	5,3	5,4	9,7	5,6	6,1	3,9	5,0	5,1	5,7	5,1	4,8	5,2	7,7	7,2	2,8	6,5	nd	5,2
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2017	6 559	3 745	1 707	2 865	549	7 180	2 385	14 872	2 993	10 477	12 903	4 159	6 802	77 196	163	268	5	141	0	77 773
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2017	44 501	19 633	25 497	18 070	562	29 917	44 572	32 997	27 661	47 858	31 488	21 949	21 384	366 090	1 546	954	375	3 780	133	372 878
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2017	51 060	23 378	27 204	20 935	1 111	37 097	46 957	47 869	30 654	58 335	44 391	26 108	28 186	443 286	1 709	1 222	380	3 921	133	450 651

(1) Pour les données Cnaf la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion

(2) Indicateurs sociaux départementaux

(3) Les données des départements non répondants ont été estimées par la DREES

Sources : DREES, enquête sur les allocations du minimum vieillesse, enquête aide sociale, ISD, enquêtes DREES auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (Enim), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (Cavimac) pour la France métropolitaine ; Cnaf et MSA ; Insee, estimations de population au 01/01/2017 (résultats provisoires arrêtés fin 2017) ; Cnav pour les Dom



Sources : DREES, INSEE, CGET, CNAF, DARES

Pour en savoir plus :

L'aide sociale départementale

Les compétences des départements en matière d'aide sociale recouvrent l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance et à l'insertion.

- L'aide sociale aux personnes âgées comprend : les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'aide à domicile (aides ménagères...), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge d'hébergement ;
- L'aide sociale aux personnes handicapées recouvre les dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH), d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie...), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil de jour et accueil familial) ;
- L'aide sociale à l'enfance tient compte des dépenses pour les enfants placés, y compris les frais inhérents à ce placement, et également des mesures d'aide éducative ;
- L'insertion comprend le versement du RSA ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires de cette allocation et des contrats aidés (CUI-CIE et CUI-CAE).

La politique de la ville

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV), caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquelles ils sont situés.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2016-les-departements-ont-attribue-4-2-millions-de-prestations-d-aide> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-edition-2018> ▶



Cohésion sociale

Politique de la ville en 2013 (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de quartiers prioritaires	140	58	32	52	5	116	199	272	62	81	105	46	128	1 296	16	7	32	49	36	1 436
Population légale en quartier prioritaire	411 430	149 803	89 040	157 066	14 277	397 680	667 970	1 546 031	194 425	209 287	358 011	149 835	511 191	4 856 046	58 918	27 316	104 402	163 527	143 581	5 353 790
Population légale des communes	7 757 595	2 819 783	3 258 707	2 570 548	320 208	5 552 388	5 987 883	11 959 807	3 328 364	5 844 177	5 683 878	3 660 852	4 953 675	63 697 865	402 119	385 551	244 118	835 103	212 600	65 777 356
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,3	5,3	2,7	6,1	4,5	7,2	11,2	12,9	5,8	3,6	6,3	4,1	10,3	7,6	14,7	7,1	42,8	19,6	67,5	8,1

(1) Mayotte : population issue du RP 2012

Sources : Insee, RP 2013 exploitation principale, RP 2013 exploitation complémentaire pour les Dom, CGET



Cohésion sociale

Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Aide Sociale aux Personnes Agées (2)	187 114	74 377	83 422	55 342	13 245	113 814	136 348	156 508	75 579	156 231	164 354	76 368	117 798	1 410 500	9 815	11 806	1 200	19 057	nd	1 452 378
Dont Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)	100 878	39 043	37 697	25 890	10 447	58 358	76 646	85 238	40 327	84 617	100 362	28 894	64 612	753 009	7 926	8 678	769	16 509	nd	786 891
Dont Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)	86 236	35 334	45 725	29 452	2 798	55 456	59 702	71 270	35 252	71 614	63 992	47 474	53 186	657 491	1 889	3 128	431	2 548	nd	665 487
Aide Sociale aux Personnes Handicapées (3)	68 405	26 645	29 168	21 432	3 886	45 135	52 936	73 486	26 341	50 226	49 696	29 841	39 144	516 341	3 685	3 060	833	7 750	nd	531 669
Dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)	47 417	18 355	20 038	14 006	3 441	31 659	37 961	47 356	17 601	33 576	36 636	20 555	29 929	358 530	3 223	2 800	768	6 107	nd	371 428
Dont Aide à l'accueil (ACTP en établissement, Aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	20 988	8 290	9 130	7 426	445	13 476	14 975	26 130	8 740	16 650	13 060	9 286	9 215	157 811	462	260	65	1 643	nd	160 241
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre de mineurs et jeunes majeurs)	16 268	7 911	8 820	6 057	390	15 357	23 872	25 360	10 889	16 045	14 520	8 025	8 995	162 509	1 198	1 428	1 028	2 572	nd	168 735
Dont Enfants confiés à l'ASE	14 571	7 323	8 272	5 635	332	13 863	21 843	23 494	10 101	14 049	13 277	7 222	7 911	147 893	950	1 210	781	2 092	nd	152 926
Dont Placements directs	1 697	588	548	422	58	1 494	2 029	1 866	788	1 996	1 243	803	1 084	14 616	248	218	247	480	nd	15 809

(1) Les bénéficiaires de l'aide sociale sont des personnes ayant un droit ouvert à l'aide sociale au 31 décembre 2017, hormis pour l'APA pour laquelle sont dénombrés des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre.

(2) Totalise des mesures d'aide et non des individus : une même personne peut être comptabilisée deux fois si elle bénéficie de l'APA et de l'ASH.

(3) Il s'agit d'un nombre de mesures d'aide sociale et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Source : DREES, enquête Aide sociale 2017

Cohésion sociale

Dépenses d'Aide Sociale Départementale (en milliers d'euros) pour l'année 2016

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (1) (2)	1 004 648	399 770	405 025	310 260	66 002	611 405	715 468	1 129 824	471 326	867 660	922 291	408 724	678 518	7 990 920	77 376	96 663	16 460	134 523	nd	8 181 420
Dont Dépenses brutes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (3)	731 818	284 043	330 450	231 720	46 457	465 345	537 304	633 107	307 299	635 069	668 482	284 226	426 774	5 582 095	41 737	58 750	6 926	94 664	nd	5 689 508
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (1) (2)	1 038 998	378 122	415 531	327 280	36 726	588 271	753 257	1 392 484	393 515	793 771	779 021	448 976	590 997	7 936 948	37 014	30 471	8 692	101 772	nd	8 013 125
Dont Dépenses brutes de PCH et d'ACTP (2)	271 701	81 838	104 194	70 968	22 809	169 253	219 569	361 782	106 657	214 420	243 756	109 267	203 078	2 179 291	21 434	23 202	4 407	36 111	nd	2 228 335
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'Enfance (1)	788 008	327 513	356 542	257 752	16 546	637 404	887 160	1 656 490	416 544	673 156	632 678	391 109	486 681	7 527 583	63 972	60 935	33 635	93 085	nd	7 686 124
Dont dépenses de placement ASE (4)	641 305	284 652	272 879	194 099	13 343	526 738	735 065	1 145 732	336 463	536 217	529 201	309 472	382 314	5 907 479	42 430	50 838	28 464	82 345	nd	6 029 211
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au RSA (1)	967 753	371 295	363 867	357 469	44 015	910 708	1 386 797	2 016 268	523 270	893 713	1 175 461	454 227	1 022 834	10 487 677	283 932	224 233	150 124	630 872	nd	11 145 966
Dont dépenses d'allocations	872 832	337 975	325 274	325 574	36 355	830 020	1 297 283	1 880 738	476 181	807 011	1 049 727	390 969	899 287	9 529 225	269 202	202 565	144 924	592 707	nd	10 145 915
Dépenses totales brutes, y compris services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel	4 168 554	1 633 307	1 691 534	1 372 844	176 389	2 998 232	4 082 986	6 796 681	1 954 092	3 504 510	3 886 414	1 866 281	3 064 705	37 196 527	470 847	427 739	215 278	1 015 137	nd	38 310 391
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel	3 919 647	1 496 241	1 648 176	1 255 073	157 710	2 776 813	3 933 654	6 381 492	1 806 587	3 243 328	3 615 152	1 754 715	2 885 771	34 874 357	462 674	413 467	207 756	1 006 774	nd	35 958 255
Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant	488	532	494	486	467	500	653	521	540	541	612	463	570	536	1 184	1 114	738	1 163	nd	535

(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.

(2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

(3) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(4) Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2016

Sources : DREES, FINESS, ARS

Pour en savoir plus :**FINESS**

Le répertoire FINESS (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux) donne accès à une sélection d'informations sur les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux et sur les établissements de formation aux professionnels de ces secteurs, actualisée au quotidien en fonction des modifications effectuées au niveau territorial (ARS, DR(D) JSCS). Il constitue la référence en matière d'inventaire de ces structures et des équipements soumis à autorisation préalable en application des dispositions du code de la santé publique ou du code de l'action sociale et des familles.

EHPAD

Un EHPAD est un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dédié à l'accueil des personnes âgées de plus de 60 ans en situation de perte d'autonomie physique et/ou psychique et qui ne peuvent plus être maintenues à domicile. C'est une structure médicalisée qui accueille en chambre individuelle ou collective et qui offre, en plus de l'aide à la vie quotidienne (lever, coucher, toilette, repas ...) et des soins médicaux personnalisés, les services tels que la restauration, la blanchisserie, les animations... Le statut de l'EHPAD peut être public, privé à but lucratif ou privé associatif.

Résidence autonomie

Les résidences autonomie sont des ensembles de logements pour les personnes âgées associés à des services collectifs, souvent construites à proximité des commerces, des transports et des services. Elles sont majoritairement gérées par des structures publiques ou à but non lucratif.

USLD

Les unités de soins de longue durée dépendent des centres hospitaliers. Les USLD sont spécifiquement réservées aux personnes fortement dépendantes dont l'état de santé demande une surveillance médicale constante, des soins permanents et un suivi médical spécifique.

Centre de jour pour personnes âgées

Les centres de jour (Centres d'accueil de Jour - CAJ) accueillent à la journée (ou à la demi-journée) des personnes âgées dépendantes ou atteintes de la maladie d'Alzheimer avec l'objectif de maintenir l'autonomie et la socialisation. Ils leur permettent une poursuite de leur vie à domicile, de renouer les contacts sociaux mais aussi de soulager les aidants et les familles. Ils les font participer à des ateliers par petits groupes et à la vie communautaire. Les centres de jour sont fréquemment adossés à une maison de retraite (EHPAD).

SSIAD

Les SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) interviennent à domicile pour dispenser des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ils contribuent au maintien des personnes à leur domicile. Leurs interventions sont prises en charge par l'Assurance maladie. Elles se font sur prescription médicale.

SPASAD

Les SPASAD (services polyvalents d'aide et de soins à domicile) sont des services assurant à la fois les missions d'un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) et celles d'un service d'aide à domicile. Ils proposent à la fois des soins infirmiers et des aides à domicile.

MAS

Les Maisons d'Accueil Spécialisées reçoivent des personnes adultes qu'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, ou une association de handicaps intellectuels, moteurs ou sensoriels rendent incapables de se suffire à elles-mêmes dans les actes essentiels de l'existence et tributaires d'une surveillance médicale ainsi que de soins constants. La prise en charge de cet établissement se fait par la sécurité sociale.

FAM

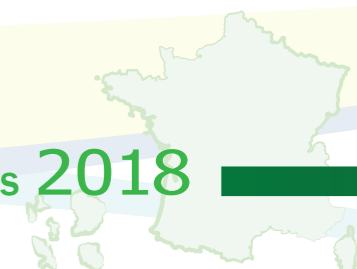
Le Foyer d'Accueil Médicalisé est destiné à recevoir des personnes adultes handicapées physiques, mentales ou atteintes de handicaps associés, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle et rend nécessaire l'assistance d'une tierce personne. Ils assurent l'hébergement, la surveillance paramédicale, un suivi médical constant, et souvent une rééducation d'entretien et une animation. Cet établissement est soumis à la double tarification (sécurité sociale et conseil départemental).

Foyer de vie

Le foyer de vie (ou foyer occupationnel) est un établissement qui accueille des adultes handicapés ayant une certaine autonomie pour leur proposer des animations, des activités en fonction de leur handicap. Certaines structures peuvent également proposer un hébergement.

Foyer d'hébergement

Les foyers d'hébergement sont des structures d'accueil ayant pour objectif de placer la personne handicapée (adulte) dans une dynamique d'insertion sociale. Ils assurent l'hébergement et l'entretien des personnes handicapées qui exercent une activité pendant la journée, en milieu ordinaire, dans différents établissements. Ils sont souvent rattachés à un service d'aide par le travail (ESAT), à une Entreprise Adaptée ou un Centre d'Initiation au Travail et aux Loisirs (CITL). Selon les foyers, il peut s'agir de personnes handicapées physiques ou mentales. Ce service vient généralement en complément d'actions pour la réinsertion professionnelle, en milieu ordinaire ou protégé. Les foyers d'hébergement ne sont pas médicalisés : les personnes y bénéficient d'un accompagnement par une équipe de travailleurs sociaux.



Foyer polyvalent

Les foyers d'accueil polyvalent sont une catégorie d'établissements créée en 2005 permettant de comptabiliser les foyers d'hébergement proposant aux adultes handicapés à la fois de l'internat, des activités occupationnelles et de la prise en charge médicalisée.

Établissement d'accueil temporaire

L'accueil temporaire permet d'être accueilli dans un établissement pour une durée limitée avec ou sans hébergement.

ESAT

Les Établissements ou Services d'Aide par le Travail sont des établissements médico-sociaux.

Ils permettent aux travailleurs handicapés d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs capacités personnelles et de développer ainsi leur potentiel.

Pour être accueilli en ESAT, il faut une orientation professionnelle vers le milieu protégé par la CDAPH.

Ils remplacent les CAT depuis la loi du 11 février 2005.

SAVS

Les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale ont pour vocation de contribuer à la réalisation du projet de vie de personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels.

Ces services prennent en charge des personnes adultes, y compris celles ayant la qualité de travailleur handicapé, dont les déficiences et incapacités rendent nécessaires, dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- Un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie.

Les SAVS accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

SAMSAH

Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés est un accompagnement médico-social adapté comportant des prestations de soins. Il accompagne les adultes handicapés dans leur projet de vie tout en favorisant les liens familiaux, sociaux, scolaires, professionnels.

Ce service prend en charge des adultes handicapés qui ont besoin d' :

- Une assistance ou un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence

- Un accompagnement social en milieu ouvert et d'un apprentissage à l'autonomie

et également dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- De soins réguliers et coordonnés
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Les SAMSAH accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

IME

Les Instituts Médico Éducatifs accueillent les enfants atteints de déficiences intellectuelles qui ont en général entre 3 et 20 ans. Ils regroupent les anciens IMP (instituts médico-pédagogiques) et les anciens IMPRO (instituts médico professionnels). Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés

Les Établissements et services pour enfants et adolescents polyhandicapés accueillent et accompagnent des enfants qui souffrent d'un polyhandicap (association d'une déficience mentale grave à une déficience motrice importante) entraînant une réduction notable de leur autonomie. L'accueil se fait le plus souvent en internat ou en semi-internat. Le financement de ces établissements se fait par le biais du prix de journée et est pris en charge par l'Assurance Maladie.

ITEP

Les Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques accueillent des enfants ou adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement qui ont entre 6 et 18 ans. Les ITEP remplacent les instituts de rééducation (IR).

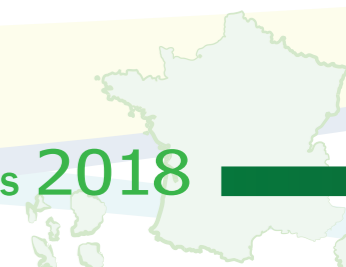
Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

IEM

Les Instituts d'Éducation Motrice accueillent des enfants présentant une déficience motrice ou physique importante. Les enfants qui ont en général entre 3 et 20 ans sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Jardin d'enfants spécialisé

Accueil d'enfants handicapés de 2 à 6 ans, présentant une déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés. Les JES proposent un accueil sur mesure pour une éducation précoce. Ils développent les dimensions d'observation, de diagnostic, de dépistage, d'affinement des indications et d'orientation et visent l'épanouissement de la personnalité. Les JES permettent de développer les potentiels affectif, physique, intellectuel et relationnel, ainsi que les compétences de la personne handicapée mentale. Les JES mènent des actions éducatives visant l'éveil sensorimoteur, la communication et le maximum d'autonomie possible. Ils apportent des soins médicaux et paramédicaux adaptés. Ce travail est effectué en partenariat avec l'Éducation nationale, les services de soins, l'entourage de l'enfant handicapé...



Établissement pour jeunes déficients sensoriels

Établissements pour déficients auditifs : les enfants accueillis par ces établissements, âgés de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés, sont atteints de déficiences auditives et reçoivent au sein de l'établissement des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle.

Instituts pour déficients visuels : ces établissements accueillent des enfants et des adolescents déficients visuels âgés généralement de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés.

Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds ou aveugles : ils ont pour but de fournir des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle à des enfants déficients visuels ou déficients auditifs (il s'agit soit d'instituts d'éducation sensorielle pour enfants déficients auditifs ou pour enfants déficients visuels ayant une section pour enfants sourds et aveugles, soit d'un établissement de soins et d'éducation spécialisée pour enfants sourds et/ou aveugles).

SESSAD

Le Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile apporte un soutien spécialisé aux enfants et adolescents dans leurs différents lieux de vie et d'activités (domicile, crèche, école,...) et/ ou dans les locaux du service. Les enfants sont admis sur décision de la CDAPH. Les prestations sont prises en charge par la Sécurité sociale.

Son équipe pluridisciplinaire met en œuvre une prise en charge précoce de l'enfant et l'accompagnement des familles ; puis elle favorise le soutien à la scolarité de l'enfant et l'acquisition de l'autonomie.

Selon leur spécialité et selon l'âge des enfants, un SESSAD peut s'appeler différemment : SAFEP, SSEFIS, SAAIS ou SSAD.

CDAPH

La Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées a été créée par la loi du 11 février 2005.

Elle succède ainsi à la CDES et à la COTOREP depuis le 1er janvier 2006 et siège au sein des MDPH. Elle prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

Aide complémentaire :

<http://finess.sante.gouv.fr/fininter/jsp/index.jsp>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/728-000-residents-en-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-en-2015>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/l-accueil-des-personnes-agees-en-etablissement-entre-progression-et>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-offre-d-accueil-des-personnes-handicapees-dans-les-etablissements-et-services>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-ehpa>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-et-services-pour-enfants-et-adultes>



Établissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour les personnes âgées selon la catégorie d'établissement

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2017

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)																				
Nombre d'établissements	949	428	498	315	28	616	593	705	388	934	826	587	600	7 467	20	23	4	18	0	7 532
Nombre total de places installées	77 681	33 561	41 010	29 426	1 928	51 503	46 700	64 424	34 201	70 870	60 460	46 999	46 207	604 970	1 196	1 453	199	1 501	0	609 319
Dont places en accueil temporaire (3)	1 448	750	969	532	44	1 074	1 107	1 307	737	1 519	1 173	1 501	580	12 741	54	36	16	16	0	12 863
Dont places en accueil de jour	1 388	694	706	358	6	1 075	1 114	1 512	787	1 305	1 151	659	853	11 608	34	16	1	82	0	11 741
Établissement d'hébergement pour personnes âgées non EHPAD																				
Nombre d'établissements	33	22	23	11	3	23	13	26	12	25	32	28	20	271	1	8	0	5	0	285
Nombre total de places installées	768	570	535	228	75	512	240	587	253	521	679	561	733	6 262	18	103	0	147	0	6 530
Dont places en accueil temporaire (3)	190	71	75	169	0	11	33	107	0	129	124	157	42	1 108	0	0	0	0	0	1 108
Dont places en accueil de jour	2	0	0	0	0	0	0	0	0	37	18	0	0	57	0	12	0	0	0	69
Résidence autonomie																				
Nombre d'établissements	291	79	88	84	0	199	224	432	234	253	112	164	113	2 273	2	2	2	0	0	2 279
Nombre total de places installées	13 472	4 518	3 830	3 942	0	11 243	11 880	26 428	12 558	11 193	4 927	8 109	6 857	118 957	139	56	86	0	0	119 238
Dont places en accueil temporaire (3)	74	17	80	36	0	13	9	18	0	57	71	150	33	558	0	0	0	0	0	558
Dont places en accueil de jour	0	0	0	0	0	0	0	4	0	6	40	0	0	50	0	0	0	0	0	50
Unités de soins de longue durée (USLD) (1)																				
Nombre d'USLD	77	31	39	23	6	70	54	52	25	65	61	41	41	585	2	3	1	2	0	593
Nombre de lits	3 975	1 315	1 760	1 365	190	2 920	3 012	4 869	1 566	3 418	3 157	1 772	1 750	31 069	45	150	30	95	0	31 389
Centre de jour pour personnes âgées																				
Nombre d'établissements	41	13	18	13	2	23	19	52	3	17	36	17	22	276	4	3	1	0	0	284
Nombre total de places installées	474	156	171	201	27	336	212	727	30	278	465	180	307	3 564	44	36	0	0	0	3 644
Dont places en accueil temporaire	366	32	30	201	27	121	72	91	22	126	465	180	258	1 991	12	12	0	0	0	2 015
Services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD + SPASAD)																				
Nombre de services (2)	298	148	124	100	9	182	193	203	124	203	255	104	173	2 116	17	11	1	4	1	2 150
Nombre de places	13 081	6 366	6 665	5 655	556	9 846	13 347	18 190	6 665	14 094	12 455	6 958	10 003	123 881	709	448,0	116	539	40	125 733

(1) Source SAE - Etablissements ayant rempli le bordereau USLD (ayant signé ou non une convention tripartite) - Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

(2) Services autonomes et services rattachés à un établissement (y compris les équipes mobiles Alzheimer)

(3) Y compris accueil de jour

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Sources : DREES, Finess, SAE

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des personnes âgées

Taux d'équipement au 31.12.2017 en nombre de places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en places dans les EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	105,1	111,1	118,8	108,0	49,9	99,3	99,4	78,2	105,4	106,0	97,1	130,6	84,1	100,2	37,8	40,8	41,9	37,3	0,0	99,1
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (places en maison de retraite, logements de résidences-autonomie, places USLD)	24,6	21,2	17,7	20,3	6,9	28,3	32,2	38,7	44,3	22,6	14,1	29,0	17,0	25,9	6,4	8,7	24,4	6,0	0,0	25,6
Taux d'équipement en places dans les centres de jour pour personnes âgées pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	0,6	0,5	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5	0,9	0,1	0,4	0,7	0,5	0,6	0,6	1,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Taux d'équipement en places dans les services de soins infirmiers à domicile pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (SSIAD + SPASAD)	17,7	21,1	19,3	20,8	14,4	19,0	28,4	22,1	20,5	21,1	20,0	19,3	18,2	20,5	22,4	12,6	24,4	13,4	17,3	20,4

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimations de population 2018

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des personnes âgées toutes catégories de structures

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2017

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire (1)	2 078	870	1 154	938	71	1 219	1 221	1 523	759	1 831	1 834	1 988	926	16 412	66	36	0	16	0	16 530
Places en accueil de jour (2)	1 864	850	925	559	33	1 411	1 325	2 243	817	1 614	1 684	839	1 160	15 324	78	64	1	68	0	15 535
Places en accueil de nuit (2)	16	3	23	2	0	3	7	17	6	12	0	3	0	92	0	0	0	0	0	92

(1) On compte l'ensemble des places d'accueil temporaire quelque soit la catégorie d'établissement (Hors places en foyer club restaurant)

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour ou de nuit dans les établissements et services pour personnes âgées (Hors places en foyer club restaurant)

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Source : DREES, Finess

Capacité d'accueil pour adultes handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2017 (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts- de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Maison d'accueil spécialisée (M.A.S.)																				
Nombre d'établissements	64	32	27	28	3	69	62	106	44	69	84	45	47	680	7	4	2	4	1	698
Nombre total de places installées	2 695	1 260	1 270	891	69	3 039	2 850	4 164	1 699	2 954	3 611	1 891	1 821	28 214	211	155	102	217	6	28 905
Dont places en accueil temporaire (5)	80	29	28	56	0	132	104	179	43	72	100	110	43	976	10	4	0	18	0	1 008
Dont places en accueil de jour	146	59	45	71	0	274	259	494	122	199	180	102	144	2 095	10	23	12	30	0	2 170
Foyer d'accueil médicalisé (F.A.M.) (2)																				
Nombre d'établissements	140	48	75	57	5	84	75	133	48	87	94	66	72	984	2	3	0	7	0	996
Nombre total de places installées	4 334	1 578	1 670	1 488	134	2 184	2 255	4 846	1 300	2 719	2 749	1 538	1 872	28 667	40	134	0	369	0	29 210
Dont places en accueil temporaire (5)	130	34	27	35	4	67	66	160	28	71	36	59	56	773	0	2	0	9	0	784
Dont places en accueil de jour	227	67	82	43	4	137	209	566	56	107	134	43	113	1 788	40	10	0	47	0	1 885
Foyer de vie (inclut les foyers occupationnels)																				
Nombre d'établissements	237	119	126	83	2	152	177	165	106	182	135	180	99	1 763	9	3	1	12	0	1 788
Nombre total de places installées	7 148	3 113	3 430	2 299	24	4 585	5 371	4 415	3 633	5 200	5 008	4 001	3 028	51 255	246	65	44	333	0	51 943
Dont places en accueil temporaire (5)	137	72	62	66	6	143	116	100	23	103	77	104	86	1 095	0	0	0	0	0	1 095
Dont places en accueil de jour	2 405	900	584	602	6	1 154	1 680	1 185	1 418	1 119	740	962	563	13 318	96	40	44	236	0	13 734
Foyer d'hébergement																				
Nombre d'établissements	205	69	69	70	3	118	162	122	72	121	116	113	64	1 304	2	1	0	7	0	1 314
Nombre total de places installées	6 107	2 240	2 170	2 041	83	3 320	3 893	3 949	2 517	4 123	4 293	2 189	2 107	39 032	29	28	0	157	0	39 246
Dont places en accueil temporaire (5)	220	25	96	16	0	57	35	79	43	46	83	75	105	880	0	0	0	13	0	893
Dont places en accueil de jour	149	12	82	15	0	17	20	43	0	23	34	1	42	438	0	0	0	12	0	450
Foyer d'accueil polyvalent (3)																				
Nombre d'établissements	9	3	1	2	0	1	6	25	2	10	2	0	9	70	1	0	0	0	0	71
Nombre total de places installées	400	72	23	35	0	47	174	761	154	561	42	0	462	2 731	20	0	0	0	0	2 751
Dont places en accueil temporaire (5)	2	2	0	0	0	1	0	126	0	18	0	0	12	161	0	0	0	0	0	161
Dont places en accueil de jour	75	1	0	0	0	0	30	332	35	70	1	0	79	623	20	0	0	0	0	643
Établissement d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	18	1	10	0	3	0	13	3	2	0	6	3	1	60	0	0	0	0	0	60
Nombre total de places installées	251	12	90	0	36	0	158	62	28	0	68	30	10	745	0	0	0	0	0	745
Dont places en accueil de jour	181	0	10	0	36	0	126	32	16	0	50	10	10	471	0	0	0	0	0	471
Établissement expérimental																				
Nombre d'établissements	24	5	27	7	1	9	10	20	17	12	17	16	3	168	0	1	0	0	0	169
Nombre total de places installées	440	18	416	147	3	226	361	701	179	288	287	275	48	3 389	0	15	0	0	0	3 404
Dont places en accueil temporaire (5)	24	12	0	0	0	0	6	66	0	0	28	0	0	136	0	0	0	0	0	136
Dont places en accueil de jour	120	0	8	0	0	0	48	116	33	34	31	55	0	445	0	15	0	0	0	460
Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de préorientation (CPO), Unités Évaluation Réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS)																				
Nombre de structures	20	6	11	7	1	14	8	29	7	13	15	9	16	156	2	1	0	0	1	160
Nombre total de places installées	1 255	153	411	317	12	919	666	2 992	495	1 392	1 150	411	776	10 949	40	20	0	0	0	11 009
Établissements et services de travail protégé																				
Établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.)																				
Nombre d'établissements	200	72	86	84	5	153	124	192	83	153	132	93	98	1 475	10	8	2	11	0	1 506
Nombre total de places installées	14 052	5 777	6 433	4 937	422	11 507	13 421	16 695	7 247	11 471	10 315	6 625	7 445	102 495	579	509	178	986	0	104 747
Services d'accompagnement à la vie sociale, médico social pour adultes handicapés (SAVS et SAMSAH)																				
Nombre de services (4)	179	97	96	77	6	107	119	139	74	156	133	117	101	1 401	7	2	4	16	0	1 430
Nombre de places	6 643	3 695	4 369	2 043	71	5 091	3 777	4 788	2 473	6 415	4 470	2 800	2 729	49 364	1 297	40	150	533	0	51 384
Service de soins infirmiers à domicile pour adultes handicapés (SSIAD+SPASSAD)																				
Nombre de services (4)	183	86	63	67	6	97	104	117	46	74	107	51	42	1 043	11	4	1	1	1	1 061
Nombre de places	750	375	414	380	104	653	878	1 008	201	517	464	319	461	6 524	45	51	15	8	17	6 660

(1) On compte la capacité totale des établissements indépendamment de la spécificité des places

(2) Les établissements classés en catégorie FAM sont ceux qui disposent de lits d'accueil médicalisés, même si d'autres types de lits y sont présents

(3) La catégorie « foyer d'accueil polyvalent » a été créée dans FINESS dans le but d'attribuer un seul numéro FINESS aux foyers d'hébergement qui proposent simultanément de l'hébergement ouvert et de l'accueil en foyer de vie (et de permettre ainsi que les diverses activités d'un même établissement ne fassent pas l'objet d'immatriculations distinctes)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(5) Y compris accueil de jour

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source: DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes handicapés

Taux d'équipement au 31.12.2017 par catégorie d'établissement : places pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés																				
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	0,7	1,0	0,8	0,7	0,4	1,0	0,9	0,6	1,0	1,0	1,2	1,0	0,7	0,9	1,0	0,8	0,7	0,5	0,1	0,9
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,0	1,0	1,1	1,2	0,8	0,8	0,7	0,6	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,2	0,7	0,0	0,8	0,0	0,8
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	1,7	2,4	2,1	1,8	0,1	1,6	1,8	0,8	2,2	2,0	1,8	2,1	1,2	1,6	1,4	0,5	0,3	0,8	0,0	1,6
Taux d'équipement en places dans les Établissements et Service d'Aide par le Travail (ESAT)	3,5	4,3	4,0	4,0	2,5	4,1	4,4	2,5	4,5	4,0	3,6	3,6	3,0	3,2	3,0	2,8	1,3	2,2	0,0	3,1

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2018

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des adultes handicapés toutes catégories de structures

Places installées au 31.12.2017

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire (1)	405	132	199	146	0	319	244	441	153	273	261	359	205	3 137	10	6	0	26	0	3 179
Places en accueil de jour (2)	3 303	1 039	811	731	46	1 582	2 372	2 788	1 680	1 552	1 170	1 173	969	19 216	166	88	56	325	0	19 851
Places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés (1)	2 950	1 285	1 246	841	61	2 930	2 837	4 075	1 651	2 882	3 537	1 781	1 798	27 874	201	155	102	217	6	28 555
Places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (1)	4 075	1 311	1 681	1 482	130	2 117	2 112	4 028	1 327	2 210	2 603	1 462	1 783	26 321	40	134	0	369	0	26 864
Places d'accueil en foyer de vie (3)	6 886	3 235	3 307	2 187	12	4 385	5 426	5 067	3 625	5 864	5 071	3 894	3 019	51 978	266	93	44	367	0	52 748
Places d'accompagnement à la vie sociale ou d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (1)	6 785	3 695	4 369	2 057	74	5 101	3 747	4 848	2 485	6 533	4 470	2 795	2 739	49 698	1 297	40	150	533	0	51 718

(1) On compte l'ensemble des places de la discipline quelle que soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour adultes handicapés

(3) On compte l'ensemble des places de la discipline quelques soient la catégorie d'établissement et le mode d'accueil (complet ou de jour)

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

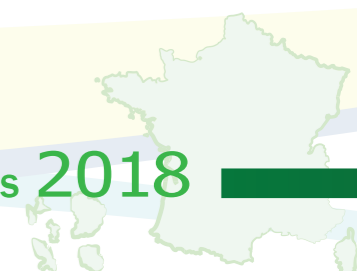
Accueil des adultes et services handicapés

Places installées au 31.12.2017 par catégorie de clientèle en établissement toutes catégories de structures du tableau 23 confondues (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	16 486	7 670	6 847	4 501	0	10 746	14 023	17 633	5 525	15 147	5 843	5 740	7 619	117 780	215	93	144	818	0	119 050
Polyhandicaps	2 112	623	338	648	32	1 192	2 577	3 047	984	2 403	1 446	535	487	16 424	29	5	93	259	6	16 816
Déficiences psychiques	4 367	1 360	1 822	716	49	1 631	1 661	4 993	952	2 760	1 069	1 506	1 321	24 207	116	204	0	83	0	24 610
Déficiences motrices	2 423	807	894	727	15	1 730	1 927	1 931	729	1 616	1 038	784	1 402	16 023	0	0	70	20	0	16 113
Déficiences sensorielles	644	49	494	150	0	462	428	729	121	670	268	99	391	4 505	0	40	80	150	0	4 775
Autres types de déficiences	11 186	5 169	7 717	5 415	675	11 901	8 417	11 091	8 897	8 404	18 036	8 925	6 254	112 087	2 073	630	87	1 101	0	115 978

(1) Hors foyers d'hébergement dont la quasi-totalité des occupants sont travailleurs d'ESAT
Y compris SAMSAH SAVS, hors SSIAD SPASSAD
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources: DREES, Finess



Établissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour enfants et adolescents handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2017

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts- de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Instituts médico-éducatifs (I.M.E.)																				
Nombre d'établissements	155	73	58	62	5	117	127	184	83	104	119	75	92	1 254	10	11	3	16	1	1 295
Nombre total de places installées	7 581	3 550	3 264	3 073	224	7 191	8 755	9 725	4 485	6 110	5 419	3 477	4 172	67 026	554	500	201	1 024	70	69 375
Dont places en accueil temporaire (4)	85	12	5	40	2	32	34	78	16	5	14	67	71	461	45	0	16	30	0	552
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	4 620	2 102	2 082	1 975	159	4 979	6 779	8 473	3 124	3 617	3 298	2 703	2 807	46 718	419	500	185	933	70	48 825
Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés																				
Nombre d'établissements	21	18	13	10	0	20	8	32	9	17	13	13	22	196	1	36	0	4	2	239
Nombre total de places installées	601	347	264	222	0	541	346	1 091	228	497	492	234	581	5 444	30	3	0	168	6	5 651
Dont places en accueil temporaire (4)	11	4	0	15	0	8	14	9	2	7	14	7	16	107	0	0	0	18	0	125
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	349	222	172	119	0	268	90	708	156	201	313	141	347	3 086	30	19	0	103	0	3 238
Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)																				
Nombre d'établissements	73	17	18	20	2	51	29	30	35	60	58	26	31	450	1	1	1	2	1	456
Nombre total de places installées	2 564	533	561	751	36	1 259	1 084	1 135	1 112	2 230	2 451	799	787	15 302	20	39	16	67	24	15 468
Dont places en accueil temporaire (4)	5	0	0	8	0	9	13	29	0	18	10	11	13	116	0	0	0	0	0	116
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	1 253	168	274	327	22	492	414	532	393	1 056	1 151	429	270	6 781	0	25	10	31	24	6 871
Instituts d'éducation motrice (I.E.M.)																				
Nombre d'établissements	19	3	5	5	2	11	26	21	10	14	11	11	3	141	0	0	1	4	0	146
Nombre total de places installées	853	114	250	233	35	743	1 297	1 267	354	756	479	337	210	6 928	0	0	15	99	0	7 042
Dont places en accueil temporaire (4)	17	0	0	0	0	4	0	22	5	15	4	0	0	67	0	0	0	0	0	67
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	418	24	117	118	15	381	887	778	224	392	239	201	132	3 926	0	0	15	84	0	4 025
Jardins d'enfants spécialisés																				
Nombre d'établissements	0	0	0	6	0	0	0	1	0	1	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8
Nombre total de places installées	0	0	0	102	0	0	0	13	0	50	0	0	0	165	0	0	0	0	0	165
Dont places en accueil temporaire (4)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	0	0	0	102	0	0	0	13	0	50	0	0	0	165	0	0	0	0	0	165
Établissements pour jeunes déficients sensoriels (1)																				
Nombre d'établissements	14	3	8	3	1	15	9	20	7	8	10	6	8	112	1	2	0	1	0	116
Nombre total de places installées	690	83	388	182	28	752	1 082	1 404	322	592	709	303	375	6 910	35	40	0	175	0	7 160
Dont places en accueil temporaire (4)	8	0	0	0	0	1	0	2	0	0	7	0	0	18	0	0	0	0	0	18
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	255	38	214	114	28	396	462	986	214	239	352	163	260	3 721	35	40	0	136	0	3 932
Établissements expérimentaux																				
Nombre d'établissements	12	3	0	3	0	20	6	13	18	9	16	4	6	110	3	1	1	0	0	115
Nombre total de places installées	183	95	0	46	0	119	20	282	110	119	158	60	86	1 278	77	52	0	0	0	1 407
Dont places en accueil temporaire (4)	4	0	0	24	0	6	10	0	0	0	15	0	0	59	0	0	0	0	0	59
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	26	8	0	10	0	30	0	153	57	63	32	20	53	452	10	0	0	0	0	462
Établissements d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	5	0	5	0	0	0	1	1	0	2	3	3	1	21	0	1	0	0	0	22
Nombre total de places installées	73	0	35	0	0	0	8	12	0	56	27	35	7	253	0	14	0	0	0	267
Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) (2)																				
Nombre d'établissements	234	91	84	74	15	159	183	216	90	189	167	127	117	1 746	12	6	10	18	3	1 795
Nombre total de places installées	6 762	3 033	2 696	2 033	351	4 465	4 978	7 973	2 926	4 455	4 324	4 024	3 348	51 368	603	412	470	816	180	53 849
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SESSAD, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) pour 1 000 habitants de - 20 ans (3)																				
	6,3	7,3	6,0	7,2	4,6	8,2	8,0	4,7	8,2	7,8	7,2	5,4	5,3	6,5	6,6	7,4	1,8	5,5	0,7	6,4
Taux d'équipement en places dans les SESSAD pour 1 000 habitants de - 20 ans (3)																				
	3,4	4,7	3,4	3,3	5,1	3,5	3,2	2,5	3,6	3,4	3,2	4,2	2,9	3,3	6,0	4,8	4,0	3,0	1,3	3,3

(1) Rassemble trois types d'établissements : ceux pour déficients visuels, pour déficients auditifs, et pour déficients auditifs et visuels

(2) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(3) Indicateurs sociaux départementaux

(4) Y compris accueil de jour

Guadeloupe y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2018

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des enfants et des adolescents handicapés

Places installées au 31.12.2017 par catégorie de clientèle en établissement spécialisé toutes catégories de structures du tableau 26 confondues (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	6 024	3 161	3 000	2 624	48	6 248	7 645	7 463	4 037	5 631	4 411	2 895	3 599	56 786	454	424	133	1 246	0	59 043
Polyhandicaps	922	375	279	289	22	806	903	1 565	441	688	645	262	644	7 841	30	26	42	193	6	8 138
Déficiences psychiques	2 926	602	477	790	36	1 395	1 209	1 486	1 085	2 221	2 551	799	932	16 509	7	39	16	131	24	16 726
Déficiences motrices	795	106	250	216	23	760	1 056	1 241	347	677	599	364	214	6 648	0	10	15	207	0	6 880
Déficiences sensorielles	635	48	384	132	28	660	1 085	1 369	272	592	587	288	359	6 439	47	40	0	370	0	6 896
Autres types de déficiences	1 243	395	372	508	166	736	694	1 805	429	601	942	637	80	8 608	178	132	26	508	70	9 522

(1) Hors SESSAD, Centres d'accueil familial spécialisé, Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DR(D)JSCS, DGCS, Ministère de la justice, Banque de France.

Pour en savoir plus :

Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement.

Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'«occupation normale», fondée sur :

- une pièce de séjour pour le ménage,
- une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
- une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans,
- une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans,
- sinon, une pièce par enfant.

A l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Leur autorisation est délivrée par le préfet après consultation du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS). Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, qui prévoit un partenariat formalisé dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.



Autres résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-et-services-de-la-protection-de-l-enfance> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/plus-de-100-000-places-d-hebergement-pour-les-personnes-en-difficulte-sociale> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-hebergement-social-hors-urgence-plus-de-81-000-personnes-sans-logement> ▶

<http://www.logement.gouv.fr> ▶



Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1er janvier 2015

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de logements	4 342 804	1 545 795	1 879 959	1 363 050	242 151	2 790 895	2 821 690	5 673 679	1 785 553	3 415 983	3 469 413	1 961 799	3 013 914	34 306 685	223 722	210 145	84 718	356 849	60 000	35 242 119
Part des résidences principales (en %)	79,9	82,7	79,3	84,1	59,4	87,6	88,8	90,0	82,3	79,6	75,9	82,7	74,7	82,4	76,7	79,3	87,9	89,4	88,7	82,5
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	11,7	7,6	13,0	6,3	37,2	3,3	3,6	3,5	9,8	11,9	15,7	10,6	17,7	9,6	7,9	5,2	2,3	2,2	2,0	9,5
Part des logements vacants (en %)	8,4	9,7	7,7	9,6	3,4	9,1	7,6	6,6	7,9	8,5	8,4	6,6	7,6	7,9	15,3	15,5	9,9	8,4	12,0	8,0
Statut d'occupation des résidences principales																				
Propriétaires (en %)	58,8	63,0	66,3	64,0	54,8	58,6	57,6	47,3	58,3	62,3	59,4	64,3	54,4	57,7	59,2	54,5	43,7	51,1	56,0	57,6
Locataires (en %)	39,0	34,9	32,4	34,3	39,6	39,2	40,6	49,8	40,2	35,5	38,1	34,6	42,3	40,0	35,9	38,0	48,3	44,9	26,0	40,1
Logés gratuitement (en %)	2,3	2,1	1,4	1,8	5,9	2,2	1,8	2,9	1,5	2,3	2,6	1,1	3,4	2,3	5,1	8,1	8,7	4,2	18,0	2,4
Part des logements sur-occupés en 2015 (en %) (1)	7,6	5,6	4,9	6,2	8,8	6,4	6,6	21,1	6,3	6,1	7,8	5,7	12,9	9,7	10,7	11,4	36,5	14,1	63,0	9,8

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2017

Logement - Hébergement

Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2017

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de recours "logement" reçus	6 553	589	387	719	502	1 440	2 919	53 278	804	2 486	4 696	1 682	13 070	89 125	33	104	287	627	0	90 176
Recours non examinés	18	18	7	5	1	8	44	133	11	21	16	5	8	295	6	2	132	3	0	438
Recours "logement" avec décision	6 535	571	380	714	501	1 432	2 875	53 145	793	2 465	4 680	1 677	13 062	88 830	27	102	155	624	0	89 738
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	2 147	265	169	245	218	541	1 007	17 343	223	712	1 046	561	4 161	28 638	16	37	63	194	0	28 948
Dont rejets (explicites)	3 397	204	138	311	243	683	1 441	33 140	325	1 406	3 133	819	8 201	53 441	4	32	67	255	0	53 799
Dont sans objet	783	60	51	103	35	119	362	2 033	128	210	373	236	585	5 078	7	26	25	174	0	5 310
Dont réorientation recours logement vers hébergement	208	42	22	55	5	89	65	629	117	137	128	61	115	1 673	0	7	0	1	0	1 681
Nombre de recours "hébergement" reçus	1 212	19	114	71	0	66	270	6 437	59	147	720	226	742	10 083	0	2	0	1	0	10 086
Recours non examinés	2	1	2	0	0	0	1	12	1	2	6	1	3	31	0	0	0	0	0	31
Recours "hébergement" avec décision	1 210	18	112	71	0	66	269	6 425	58	145	714	225	739	10 052	0	2	0	1	0	10 055
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	563	2	76	34	0	23	132	3 448	20	67	352	104	452	5 273	0	1	0	0	0	5 274
Dont rejets (explicites)	500	11	19	24	0	32	103	2 706	36	71	274	112	237	4 125	0	0	0	1	0	4 126
Dont sans objet	135	5	16	10	0	8	34	202	1	7	87	8	47	560	0	1	0	0	0	561
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	208	42	22	55	5	89	65	629	117	137	128	61	115	1 673	0	7	0	1	0	1 681
Nombre de recours reçus	7 765	608	501	790	502	1 506	3 189	59 715	863	2 633	5 416	1 908	13 812	99 208	33	106	287	628	nd	100 262
Recours non examinés	20	19	9	5	1	8	45	145	12	23	22	6	11	326	6	2	132	3	nd	469
Recours avec décision	7 745	589	492	785	501	1 498	3 144	59 570	851	2 610	5 394	1 902	13 801	98 882	27	104	155	625	nd	99 793
Dont favorables	2 710	267	245	279	218	564	1 139	20 791	243	779	1 398	665	4 613	33 911	16	38	63	194	nd	34 222
Dont rejets (explicites)	3 897	215	157	335	243	715	1 544	35 846	361	1 477	3 407	931	8 438	57 566	4	32	67	256	nd	57 925
Dont sans objet	918	65	67	113	35	127	396	2 235	129	217	460	244	632	5 638	7	27	25	174	nd	5 871

Source : Infocentre Dalo (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

Logement - Hébergement

Précarité - Logement (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Décisions d'expulsions locatives en 2016 (2)																				
Total	14 170	4 658	3 175	4 599	157	9 882	10 816	35 032	6 048	8 557	10 363	4 598	12 603	124 658	1 081	471	627	1 292	nd	128 129
Expulsions "fermes"	9 028	3 208	2 079	3 136	73	7 210	5 911	17 661	4 193	5 768	7 419	3 080	7 607	76 373	761	263	360	761	nd	78 518
Expulsions "conditionnelles"	5 142	1 450	1 096	1 463	84	2 672	4 905	17 371	1 855	2 789	2 944	1 518	4 996	48 285	320	208	267	531	nd	49 611
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	10,6	10,8	6,7	11,8	2,8	10,4	10,7	13,9	10,3	9,0	10,5	8,3	13,4	11,1	17,7	7,4	17,8	9,3	nd	11,1
Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2017 (3)																				
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	7 513	3 652	3 570	3 505	163	6 236	10 336	6 338	5 148	6 935	5 242	3 975	4 272	66 886	98	87	72	281	3	67 427
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	40,4	42,6	45,5	45,2	32,0	45,3	45,1	28,6	44,5	40,6	38,6	45,1	31,5	nd	33,1	21,8	41,6	28,3	30,0	40,0
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	1,1	1,2	1,3	1,4	1,1	1,4	1,6	0,6	1,3	1,1	0,9	1,2	0,6	nd	0,4	0,1	0,8	0,4	0,1	1,1

(1) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

(2) Pour l'Alsace, les données ne sont pas disponibles au niveau départemental, les tribunaux d'instance ayant des compétences à cheval sur les deux départements. Pour la Bretagne, les données ne sont pas disponibles au niveau départemental pour les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine, les tribunaux d'instance ayant des compétences à cheval sur les deux départements.

(3) Les données pour les moins de 25 ans et les familles monoparentales ne sont pas disponibles au niveau des DOM ou de la France métropolitaine ; en effet, les ratios sont calculés par la banque de France et nous ne disposons pas des effectifs nécessaires pour les calculer.

Sources : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2015 ; Insee, recensement de la population 2015 ; banque de France, enquête typologique 2017

Logement - Hébergement

Lits, places installés au 31 décembre 2017 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissements pour adultes et familles en difficulté																				
Hébergement social																				
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 638	1 790	1 280	1 146	186	4 938	5 767	10 390	2 359	2 903	2 667	1 831	3 098	43 993	175	98	120	328	1	44 715
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	5 218	3 113	1 686	1 865	0	4 874	1 959	5 284	2 146	3 637	3 718	2 364	1 723	37 587	0	0	0	0	0	37 587
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	4 517	3 012	582	1 474	49	3 152	2 164	13 867	2 210	476	2 007	1 224	1 070	35 804	0	0	12	412	1	36 229
Centres provisoires d'hébergement	146	138	99	104	0	120	150	771	120	60	221	157	56	2 142	0	0	0	0	0	2 142
Logement accompagné																				
Maisons relais - Pensions de famille	1 579	815	708	641	37	1 409	1 432	3 024	759	1 518	1 387	699	987	14 995	70	38	43	83	0	15 229
Autres résidences Sociales	12 633	3 244	326	3 008	62	7 623	3 142	41 213	2 246	818	2 723	2 319	12 909	92 266	0	0	75	0	0	92 341
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	7 437	1 349	3 561	659	0	2 192	2 500	13 510	2 628	3 781	2 401	4 157	574	44 749	0	160	0	107	1	45 017
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	4 478	429	52	833	259	3 954	3 441	26 288	458	364	0	316	1 298	42 170	0	0	0	0	0	42 170
Nombre de places d'hébergement (2)																				
dont urgences	6 033	2 941	697	1 326	67	3 727	3 332	11 885	2 626	956	2 292	1 105	1 475	38 462	94	7	12	174	55	38 804
dont stabilisation	143	106	121	142	0	645	589	4 974	227	302	416	333	273	8 271	32	0	26	0	77	8 406
dont insertion	3 979	1 753	1 044	1 152	168	3 718	3 989	7 398	1 716	2 121	1 966	1 617	2 420	33 041	49	91	94	566	16	33 857
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	2,5	3,6	1,2	2,1	1,4	2,9	2,6	3,7	2,8	1,2	1,6	1,7	1,7	2,5	0,9	0,5	1,0	1,6	1,2	2,4

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2017 ; DRJSCS ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAM, MEN-DEPP, DSN, Agence du service civique, DJEPVA, DARES.

Pour en savoir plus :

Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac, aux jeux de hasard et d'argent et à la question de l'abus d'écrans. L'OFDT est l'un des relais de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

L'enquête déclarative ESCAPAD, mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), propose un questionnaire à l'ensemble des jeunes de 17 ans présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur la santé de ces jeunes, les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits psychoactifs licites et illicites et de modalités de consommation.

REP

Les Réseaux d'éducation prioritaire, ou REP, plus mixtes socialement que les REP+, regroupent les réseaux des collèges et écoles rencontrant des difficultés sociales plus significatives que celles des collèges et écoles situés hors éducation prioritaire. La liste des collèges REP est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. La liste des écoles en REP fait l'objet d'arrêtés académiques.

REP +

Les Réseaux d'éducation prioritaire renforcée, ou REP+, sont les réseaux qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire. Dans les REP+, les obligations de service des enseignants sont modifiées par une pondération dans le second degré et la libération de dix-huit demi-journées remplacées dans le premier degré. La liste des collèges et écoles REP+ est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. Elle fait l'objet d'un arrêté national.

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est un dispositif départemental de dernier recours. Il est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général (devenu conseil départemental en 2014) assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds. Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

Service civique

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme. Les missions sont indemnisées 580 euros par mois.

Emplois d'avenir

L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans à la date de la signature du contrat (jusqu'à 30 ans pour les jeunes reconnus travailleurs handicapés) particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle. Depuis le 1er janvier 2018, il n'est plus possible de conclure un emploi d'avenir. Les contrats en cours iront jusqu'à leur terme, mais ne pourront pas être renouvelés.

Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/97-000-jeunes-en-grande-precarite-beneficient-du-fonds-d-aide-aux-jeunes-en>

<http://www.ofdt.fr>

<http://www.travail-emploi.gouv.fr>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/insertion-dans-l-emploi/contrats-aides/article/les-emplois-d-avenir>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/le-fonds-d-aide-aux-jeunes-en-2015>

Jeunesse

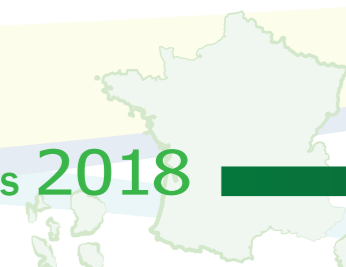
Classes d'âge - Cohabitation familiale - Morbidité - Mortalité - Conduites à risques

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Sexe et âge au 1er janvier 2018 (1)																				
Garçons																				
Moins de 15 ans	753 398	245 374	296 902	232 755	26 776	488 281	594 035	1 226 310	306 534	494 583	504 919	362 946	438 854	5 971 667	37 361	31 960	47 076	103 093	57 195	6 248 352
De 15 à 24 ans	486 980	161 097	199 583	145 569	16 929	333 976	391 582	771 343	198 619	335 566	344 263	228 751	281 266	3 895 524	23 209	20 974	22 781	61 278	20 170	4 043 936
Moins de 25 ans	1 240 378	406 471	496 485	378 324	43 705	822 257	985 617	1 997 653	505 153	830 149	849 182	591 697	720 120	9 867 191	60 570	52 934	69 857	164 371	77 365	10 292 288
Filles																				
Moins de 15 ans	718 664	233 200	283 873	224 559	24 654	465 332	571 184	1 180 311	290 869	472 075	481 729	347 817	416 282	5 710 549	36 516	30 472	45 128	98 200	57 234	5 978 099
De 15 à 24 ans	467 758	148 915	185 149	137 599	16 699	315 100	373 064	776 771	188 865	321 103	331 526	218 680	270 411	3 751 640	22 580	19 528	23 257	59 508	22 444	3 898 957
Moins de 25 ans	1 186 422	382 115	469 022	362 158	41 353	780 432	944 248	1 957 082	479 734	793 178	813 255	566 497	686 693	9 462 189	59 096	50 000	68 385	157 708	79 678	9 877 056
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	30,2	28,0	28,9	28,7	25,2	28,9	32,0	32,3	29,5	27,1	28,2	30,6	27,8	29,7	30,6	27,7	49,1	37,2	60,6	30,0
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2015																				
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	50,6	48,5	44,9	51,8	62,0	54,6	58,8	63,1	51,9	46,1	46,0	46,1	60,3	53,9	78,8	81,9	55,6	72,9	nd	54,4
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	36,3	32,5	31,0	35,4	47,1	38,3	41,7	50,9	34,6	30,7	32,2	31,1	45,5	39,4	58,5	61,5	37,7	45,7	nd	39,7
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	43,5	40,7	38,1	43,6	54,5	46,5	50,3	56,8	43,4	38,4	39,1	38,7	52,8	46,6	68,8	71,9	46,2	59,2	nd	47,0
Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2017																				
Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %																				
Garçons																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	28	30	32	27	29	26	26	19	32	29	28	28	27	26	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	14	13	13	12	14	11	11	8	16	14	12	18	10	12	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	11	10	11	10	6	9	8	9	10	10	11	10	11	10	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Filles																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	26	26	29	22	33	21	21	19	28	28	26	25	25	24	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	5	5	5	4	6	4	4	4	5	6	5	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	6	5	5	5	1	4	3	4	5	5	6	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2017 (2)	5,1	5,7	4,0	5,5	6,5	5,3	7,7	6,7	6,3	6,0	6,6	3,8	8,8	5,3	14,8	18,3	23,6	13,6	22,4	6,6
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2013-2014-2015) toutes causes confondues																				
Par accident de la circulation	224	115	98	96	15	153	161	178	97	189	189	153	169	1 837	33	24	19	38	nd	1 951
Par suicide	108	59	90	38	2	108	143	166	79	103	105	89	70	1 160	7	5	21	23	nd	1 216

(1) Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Guadeloupe : non compris le CH de Saint-Martin

Sources : DREES, SAE, PMSI ; Insee, RP 2015 exploitation complémentaire, estimations de population 2018 ; Inserm, CépiDc ; OFDT, enquête Escapad 2016 ; Erasmé (Cnam)



Jeunesse
Scolarité - Formation - Activité

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Scolarité																				
Part des jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2017 en % (1) (4)	9,7	12,1	10,3	12,6	10,2	11,0	12,7	7,8	12,7	11,2	10,0	9,6	11,6	10,5	30,3	34,5	45,5	26,0	73,2	11,6
Part des jeunes non diplômés au sein de la population des 20-24 ans non inscrite en établissement scolaire en 2015 en % (1)	17,2	18,2	13,6	18,9	23,5	18,2	23,2	19,6	18,6	17,0	19,0	14,8	21,3	18,7	23,5	23,3	51,8	30,5	nd	19,2
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2015 en % (1)	45,6	37,7	44,0	38,9	31,9	39,1	37,7	55,6	36,2	40,3	43,4	42,8	40,8	44,2	32,6	35,5	19,4	27,9	nd	43,8
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2017-2018)	1,0	1,2	0,9	1,2	1,0	0,9	0,9	1,4	1,0	0,9	1,0	0,8	1,3	1,1	1,6	1,1	8,7	1,0	9,2	1,2
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2017-2018 (1)	7,7	8,0	7,2	9,5	11,0	8,2	9,5	7,5	7,2	7,4	7,7	7,7	9,1	8,0	13,0	9,5	19,1	11,2	25,3	8,3
Part d'élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2016																				
Ensemble des établissements	70,1	73,0	85,9	74,7	54,6	62,2	63,3	62,4	78,1	83,6	75,7	83,4	65,0	70,7	34,4	58,8	17,1	53,6	17,1	69,3
Établissements en REP	44,1	53,7	61,0	46,7	61,8	41,8	47,1	40,7	53,3	71,9	56,1	63,7	55,9	48,4	18,2	57,5	nc	61,5	21,6	47,5
Établissements en REP +	19,9	16,0	40,0	21,4	25,2	16,0	30,1	31,5	32,4	41,8	34,0	28,4	28,1	27,8	16,1	69,0	11,4	46,6	17,1	7,5
Formation, Activité en 2015																				
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	82,5	80,8	84,6	80,8	81,1	81,7	81,7	85,1	80,8	81,7	83,1	82,1	81,8	82,5	87,6	87,8	73,4	79,7	nd	82,6
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,2	9,9	8,1	9,9	8,6	8,6	6,6	7,6	9,6	8,7	7,2	9,7	8,2	8,3	3,3	3,1	3,6	4,2	nd	8,2
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	74,4	72,0	77,8	71,2	73,8	73,7	75,1	80,7	72,2	73,9	76,3	71,9	75,0	75,3	79,4	80,9	72,1	73,8	nd	75,5
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	15,8	17,6	14,0	17,4	14,3	15,0	10,6	9,9	16,1	15,4	12,2	18,6	12,9	13,8	6,6	6,6	5,4	7,4	nd	13,5
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	29,3	23,4	30,8	23,1	23,6	27,6	27,1	34,4	24,7	29,0	32,3	26,9	29,6	29,5	26,1	29,2	16,6	20,4	nd	29,4
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	49,3	51,6	47,9	51,6	42,6	46,9	41,9	46,3	48,8	46,4	41,5	50,7	42,9	46,4	27,7	28,6	24,1	29,5	nd	45,9
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,4	19,0	25,0	17,9	18,5	22,9	23,1	30,9	19,7	23,1	26,4	21,1	24,3	24,5	19,7	22,8	13,4	16,0	nd	24,4
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	55,1	57,0	53,6	55,5	54,6	52,2	46,1	46,9	53,6	52,4	47,2	57,4	47,1	50,7	33,4	31,9	32,3	35,6	nd	50,3
Formation, Activité en 2017																				
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	34 307	13 743	14 318	13 485	1 439	24 608	24 606	55 618	15 899	26 305	24 249	20 121	20 711	289 409	950	863	333	3 313	nd	294 868
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	20 582	4 448	7 682	3 178	241	9 387	12 231	47 086	5 935	10 760	11 810	9 425	11 119	153 884	338	252	73	3 214	nd	157 761
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) (2)	3 061	920	1 125	802	56	1 651	1 904	2 998	1 456	1 679	1 655	724	1 396	19 427	167	157	304	1 106	319	21 480
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE) (2)	598	147	244	182	13	510	940	912	364	709	443	306	229	5 597	166	60	43	513	13	6 392
Emplois d'avenir marchands	630	173	86	111	40	354	571	595	198	384	569	113	355	4 179	35	128	58	142	9	4 551
Emplois d'avenir non marchands (3)	1 183	546	387	621	62	1 077	2 081	1 735	557	1 274	1 347	568	1 113	12 551	101	161	89	602	94	13 598

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Entrées initiales en contrat aidé

(3) Inclut les emplois d'avenir professeurs

(4) Les résultats de l'année 2017, comme ceux de 2016, ne peuvent pas être interprétés en évolution.

En effet, les données recueillies depuis 2016 ne sont pas strictement comparables aux années antérieures en raison de problèmes techniques rencontrés lors des passations. Ces problèmes ont empêché les jeunes de répondre à certains items, or une non-réponse est considérée comme une non-maîtrise de ce qui est attendu. Par conséquent, le pourcentage de jeunes en difficulté de lecture est surestimé en 2017 ainsi qu'en 2016 et il y a donc une rupture de série par rapport aux années antérieures.

Sources : DREES ; Men Depp / Système d'information Scolarité et enquêtes auprès des établissements non couverts par Scolarité ; Ministère de la défense, DSN ; Insee, RP, exploitations principales au lieu de résidence ; ASP, traitement Dares, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares

Jeunesse

Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) en 2015 - Service Civique - Missions locales - PAIO

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2015																					
Budget FAJ (en euros)	4 079 940	1 592 305	2 722 319	1 494 647	178 744	nd	3 666 022	nd	nd	3 537 424	3 561 159	5 045 224	3 482 332	nd	380 267	355 000	255 074	400 000	nd	nd	
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	2 107 715	nd	nd	nd	156 376	nd	nd	2 963 644	nd	2 376 434	2 478 013	nd	2 457 022	nd	344 722	nd	234 381	211 471	nd	nd	
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	13 050	nd	14 311	nd	569	13 098	nd	nd	8 537	15 884	12 194	6 810	12 982	nd	1 661	704	490	1 152	nd	nd	
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	207,5	nd	478,3	183,6	nd	nd	
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	nd	7 597	nd	280	nd	nd	nd	nd	nd	8 539	5 159	7 655	nd	616	704	490	1 019	nd	nd	
Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique en 2017 (2)	7 224	3 412	2 808	2 947	323	6 517	9 088	10 607	3 714	7 302	7 778	3 821	5 863	71 404	1 439	917	1 215	2 209	778	77 962	
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2017 (3)	45 164	15 720	18 052	14 463	2 105	29 602	41 257	67 064	18 232	37 933	37 863	18 407	36 233	382 095	1 964	3 148	1 655	9 867	1 800	400 529	
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans en 2017 (4)	4,8	5,2	4,9	5,3	6,3	4,6	5,5	4,3	4,8	5,9	5,7	4,3	6,6	5,1	4,4	7,9	3,9	8,4	4,6	5,1	

(1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

(2) Attention, ces chiffres correspondent aux départements et régions de résidence des volontaires, et non aux territoires de leur mission comme c'était le cas pour les chiffres de l'année 2015.

(3) Données au 24/01/2019 sur les dossiers complets, justifiés, archivés

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête Faj 2015 ; Dares, parcours 3, Imilo ; Agence du service civique (ASC), traitements Injep, Medes



Sources : DREES, DJEPVA-MEOS, DR(D)JSCS, IRCEM.

Pour en savoir plus :

Aide sociale à l'enfance

En dehors des aides financières (allocations mensuelles et de secours), l'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre deux prestations principales : les actions éducatives et les mesures de placement. Ces prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Les actions éducatives :

L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou avec leur accord. Elle est exercée en milieu familial pour :

- apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un ans. Ce soutien est exercé par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE ou à un service habilité. Ils aident les parents dans l'exercice de leur autorité ou permettent des liens avec les institutions, dont l'école ;
- éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire, poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles, puisqu'elle s'impose à elles (ces dernières peuvent faire appel de la décision).

Les mesures de placement des enfants accueillis à l'ASE :

- les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déférée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement.

Les établissements d'accueil mère-enfant

Ils accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. La durée de la prise en charge est de 6 mois renouvelable (maximum 3 ans). L'hébergement permet aux mères de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée, de rechercher ou d'exercer un emploi.

Les pouponnières à caractère social

Elles accueillent des enfants, de la naissance à trois ans, qui ne peuvent rester au sein de leur famille ou bénéficier d'un placement familial surveillé. Les enfants y sont orientés à la demande des parents et avec leur accord ou par décision judiciaire.

Les foyers de l'enfance

Ils accueillent, à tout moment, tout mineur en situation difficile nécessitant une aide d'urgence (parfois sous placement judiciaire). Ils sont des lieux d'observation et d'évaluation qui permettent de préparer une orientation du mineur (retour à la famille, placement en famille d'accueil, placement en établissement, adoption).

Les maisons d'enfants à caractère social (MECS)

Elles sont les héritières des orphelinats. Elles accueillent des enfants et adolescents dont les familles ne peuvent assumer la charge et l'éducation à la suite de difficultés momentanées ou durables.



Les accueils collectifs de mineurs

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM) exercées durant les périodes autres que scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L227-1 - L227-12). A ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques sont extraites du Système d'Information des Accueils de Mineurs (SIAM).

Les accueils collectifs de mineurs sans hébergement recensés sont les accueils de loisirs, destinés à des mineurs d'âge scolaire, ainsi que les accueils de jeunes, destinés à des mineurs exclusivement âgés de 14 ans ou plus. Ces accueils se déroulent en dehors du temps scolaire : principalement le mercredi, le samedi, en périscolaire ou encore durant les périodes de congés scolaires (congés scolaires d'automne, de fin d'année, d'hiver, de printemps, au cours du mois de juillet ou au cours du mois d'août).

Le nombre de séjours avec hébergement est estimé à partir des déclarations qui doivent être effectuées dès lors que l'accueil concerne au moins 7 mineurs. Par ailleurs, on distingue les séjours « activité accessoire », liés aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, des autres types de séjours :

- Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours « activité accessoire » font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou l'accueil de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent à proximité de l'accueil principal et leur durée ne peut excéder cinq jours.

- Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles) ou non.

Les séjours dans une famille et les accueils de scoutisme sont comptabilisés à part du fait d'une réglementation spécifique concernant notamment la qualification des intervenants ou encore le mode de déclaration.

Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfants

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

Aide complémentaire :

<http://www.injep.fr/>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/modes-de-garde-et-d-accueil-des-jeunes-enfants-en-2013>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/l-offre-d-accueil-collectif-des-enfants-de-moins-de-trois-ans-en-2015>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-sociale-a-l-enfance-55-000-enfants-et-adolescents-heberges-en>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/la-protection-de-l-enfance-et-de-l-adolescence>

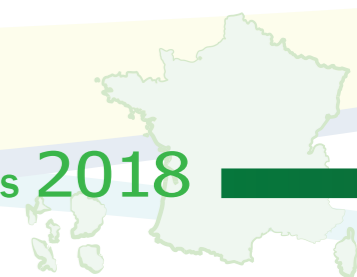


Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Protection de l'enfance au 31 décembre 2017																				
Nombre de places d'accueil mère-enfant	375	205	133	190	20	421	399	1 648	313	285	615	299	277	5 180	12	19	0	100	0	5 311
Nombre de places en pouponnières à caractère social	106	39	54	0	18	139	66	104	107	12	6	38	128	817	35	0	0	30	0	882
Nombre de places en foyers de l'enfance	1 170	404	490	430	0	1 699	1 179	1 795	578	850	1 112	405	525	10 637	80	91	111	104	0	11 023
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	6 403	2 799	2 331	2 124	106	4 992	4 724	6 798	3 591	4 859	5 201	3 688	3 255	50 871	176	400	110	392	0	51 949
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	880	0	0	0	0	0	208	0	0	1	0	0	1 089	0	7	0	0	0	1 096
Lieux de vie et d'accueil	344	120	86	78	6	175	43	18	226	732	604	239	146	2 817	1	7	0	0	0	2 825
Villages d'enfants	65	72	0	202	0	252	275	293	60	48	0	46	140	1 453	0	0	0	0	0	1 453
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	4,3	7,0	3,9	4,9	2,2	6,0	4,3	3,4	6,0	5,1	5,6	4,9	3,9	4,6	3,0	6,1	1,9	2,3	0,0	4,5
Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2016																				
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	14 571	7 323	8 272	5 635	332	13 863	21 843	23 494	10 101	14 049	13 277	7 222	7 911	147 893	950	1 210	781	2 092	nd	152 926
Nombre de placements directs par un juge	1 697	588	548	422	58	1 494	2 029	1 866	788	1 996	1 243	803	1 084	14 616	248	218	247	480	nd	15 809
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	6 903	2 773	3 070	3 762	284	3 766	2 416	7 557	3 596	4 951	5 390	2 525	2 459	49 452	145	410	56	1 460	nd	51 523
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	12 355	5 187	5 468	4 224	392	9 981	16 470	15 023	6 827	10 907	7 614	5 503	8 148	108 099	883	592	436	2 451	nd	112 461
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2015 (1)	1,7	2,3	2,0	2,2	1,2	2,1	2,6	1,4	2,4	2,2	2,0	1,6	1,5	1,9	1,9	3,1	0,9	2,1	nd	1,9

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, Finess ; DR(D)JSCS ; Insee, estimation de population 2018



Accueils collectifs de mineurs sans hébergement (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de communes au sein du département au 1er janvier 2018	4 092	3 734	1 232	1 776	360	5 132	3 808	1 276	2 709	4 405	4 485	1 272	947	35 228	32	34	22	24	17	35 357
Au moins une période d'activité au cours de l'année																				
Nombre de communes disposant d'un accueil de loisirs	1 494	855	743	663	50	1 553	1 382	730	706	1 547	1 377	775	505	12 380	31	30	8	24	16	12 489
Nombre de communes disposant d'un accueil de jeunes	63	28	12	24	0	30	23	6	35	20	48	64	69	422	1	0	0	1	0	424
Ensemble des communes disposant d'au moins l'un de ces accueils	1 498	856	743	664	50	1 553	1 382	730	706	1 547	1 377	775	506	12 387	31	30	8	24	16	12 496
Nombre de lieux d'accueils de loisirs	3 440	1 398	1 959	1 477	91	2 840	3 525	5 818	1 634	3 434	3 451	2 109	2 315	33 491	187	205	75	446	95	34 499
Nombre de lieux d'accueils de jeunes	71	43	12	29	0	31	28	23	44	25	53	78	107	544	1	0	0	1	0	546
Ensemble des lieux d'accueils	3 467	1 413	1 966	1 491	91	2 851	3 539	5 835	1 652	3 442	3 469	2 149	2 359	33 724	187	205	75	447	95	34 733
Le mercredi																				
Nombre de communes	454	224	419	226	31	398	531	488	227	255	423	360	341	4 377	19	20	4	14	2	4 436
Nombre de lieux d'accueils	621	291	641	305	46	529	956	1 380	306	310	614	519	867	7 385	66	62	24	61	2	7 600
Nombre de places ouvertes	24 897	10 243	27 965	12 752	2 183	18 587	44 600	84 402	14 646	14 056	26 649	22 074	52 808	355 862	4 234	4 871	724	2 634	199	368 524
Moins de 6 ans	7 431	3 053	9 624	4 204	813	6 256	15 474	31 701	4 641	5 178	8 293	6 012	19 801	122 481	1 612	2 013	434	877	0	127 417
6-13 ans	13 551	5 418	14 824	7 441	1 240	10 565	23 909	44 516	8 161	7 882	14 109	11 067	28 268	190 951	2 466	2 766	285	1 523	182	198 173
14-17 ans	3 915	1 772	3 517	1 107	130	1 766	5 217	8 185	1 844	996	4 247	4 995	4 739	42 430	156	92	5	234	17	42 934
Mineurs déclarés en situation de handicap	62	20	165	22	0	34	112	161	14	24	79	91	62	846	6	22	4	0	0	878
Le samedi																				
Nombre de communes	236	72	180	58	2	107	173	157	83	189	209	218	150	1 834	2	0	0	3	3	1 842
Nombre de lieux d'accueils	311	95	221	77	3	141	316	320	108	249	259	271	223	2 594	3	0	0	12	7	2 616
Nombre de places ouvertes	9 086	2 652	5 483	2 117	111	4 411	10 890	11 287	3 020	6 688	7 299	8 207	6 899	78 150	59	0	0	452	449	79 110
Moins de 6 ans	615	203	157	0	12	274	1 322	179	98	300	113	8	169	3 450	14	0	0	0	0	3 464
6-13 ans	4 219	1 040	2 465	969	48	2 209	4 899	5 364	1 188	3 293	3 371	3 056	2 545	34 666	25	0	0	268	414	35 373
14-17 ans	4 252	1 409	2 861	1 148	51	1 928	4 669	5 744	1 734	3 095	3 815	5 143	4 185	40 034	20	0	0	184	35	40 273
Mineurs déclarés en situation de handicap	85	42	23	19	0	6	18	28	2	30	25	30	1	309	2	0	0	0	0	311
En périscolaire																				
Nombre de communes	1 214	782	551	547	26	1 311	906	658	580	1 437	1 212	715	376	10 315	24	22	7	19	4	10 391
Nombre de lieux d'accueils	2 486	1 097	1 186	1 126	42	2 091	2 118	4 952	1 261	2 949	2 588	1 612	1 567	25 075	149	160	54	331	6	25 775
Nombre de places ouvertes	287 149	93 628	137 467	94 107	3 726	156 653	166 030	550 140	123 111	271 728	292 763	180 052	174 803	2 531 357	13 247	24 431	3 872	25 709	186	2 598 802
Moins de 6 ans	101 263	34 261	50 223	33 926	1 282	54 217	60 845	227 978	41 229	93 611	100 915	68 504	64 327	932 581	4 092	8 887	1 926	8 904	0	956 390
6-13 ans	180 323	57 195	86 227	58 366	2 414	99 296	101 174	313 445	78 653	171 598	185 276	109 738	106 620	1 550 325	8 813	15 544	1 861	16 599	73	1 593 215
14-17 ans	5 563	2 172	1 017	1 815	30	3 140	4 011	8 717	3 229	6 519	6 572	1 810	3 856	48 451	342	0	85	206	113	49 197
Mineurs déclarés en situation de handicap	473	248	401	57	4	185	152	1 126	67	516	1 016	332	188	4 765	3	46	4	4	3	4 825
Autres jours																				
Nombre de communes	188	69	171	34	1	80	111	94	55	131	160	195	89	1 378	2	1	2	3	4	1 390
Nombre de lieux d'accueils	236	87	213	39	2	95	191	182	69	165	187	234	128	1 828	3	2	17	5	5	1 860
Nombre de places ouvertes	6 965	2 311	5 982	1 008	85	2 843	5 660	8 782	2 254	4 754	4 954	7 372	4 495	57 465	120	82	461	176	280	58 584
Moins de 6 ans	892	98	274	10	0	134	462	2 260	238	277	146	192	172	5 155	30	0	288	52	49	5 574
6-13 ans	2 760	791	2 715	434	30	1 267	2 301	4 145	818	2 434	2 004	2 822	1 771	24 292	60	66	163	108	231	24 920
14-17 ans	3 313	1 422	2 993	564	55	1 442	2 897	2 377	1 198	2 043	2 804	4 358	2 552	28 018	30	16	10	16	0	28 090
Mineurs déclarés en situation de handicap	52	3	20	6	0	1	5	6	6	17	12	11	0	139	0	0	0	1	0	140
Congés scolaires de Toussaint																				
Nombre de communes	1 003	496	551	406	33	868	834	642	444	862	862	572	404	7 977	21	19	7	19	12	8 055
Nombre de lieux d'accueils	1 699	716	937	646	52	1 258	1 580	3 091	726	1 506	1 547	1 061	1 098	15 917	57	59	30	110	22	16 195
Nombre de places ouvertes	92 970	31 002	44 257	29 545	2 603	51 090	89 515	197 779	37 707	72 710	75 319	52 208	66 601	843 306	2 982	4 690	1 925	5 541	1 194	859 638
Moins de 6 ans	28 953	9 718	14 944	10 064	925	17 211	28 061	79 817	11 341	24 744	25 514	15 957	22 975	290 224	1 151	1 892	921	1 932	39	296 159
6-13 ans	53 014	17 620	23 756	16 415	1 454	29 049	51 881	103 272	21 485	40 093	41 103	27 919	35 772	462 833	1 653	2 553	907	2 855	829	471 630
14-17 ans	11 003	3 664	5 557	3 066	224	4 830	9 573	14 690	4 881	7 873	8 702	8 332	7 854	90 249	178	245	97	754	326	91 849
Mineurs déclarés en situation de handicap	315	59	226	77	0	110	215	652	64	274	268	243	140	2 643	3	26	3	1	0	2 676

Suite du tableau page suivante



	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Congés scolaires de Noël																				
Nombre de communes	564	153	368	169	9	210	278	556	175	436	373	404	133	3 828	14	19	6	22	13	3 902
Nombre de lieux d'accueils	1 018	261	626	276	20	359	735	2 480	311	767	709	734	420	8 716	40	59	28	194	45	9 082
Nombre de places ouvertes	49 886	11 295	24 627	11 806	845	13 533	38 679	146 883	14 307	33 160	32 792	30 074	23 633	431 520	2 079	3 984	1 401	12 993	3 367	455 344
Moins de 6 ans	16 428	3 511	8 434	3 930	294	4 539	11 987	56 898	4 215	11 577	11 023	8 990	8 230	150 056	751	1 644	616	4 082	29	157 178
6-13 ans	27 132	6 161	12 730	6 532	511	7 174	21 309	77 333	7 748	18 002	17 277	15 778	12 392	230 079	1 154	2 082	702	7 673	2 434	244 124
14-17 ans	6 326	1 623	3 463	1 344	40	1 820	5 383	12 652	2 344	3 581	4 492	5 306	3 011	51 385	174	258	83	1 238	904	54 042
Mineurs déclarés en situation de handicap	159	53	183	35	0	35	173	580	26	89	122	156	43	1 654	3	25	1	25	0	1 708
Congés scolaires d'hiver																				
Nombre de communes	1 022	502	550	413	31	911	859	636	446	852	873	578	413	8 086	17	9	8	16	10	8 146
Nombre de lieux d'accueils	1 732	720	942	654	51	1 307	1 603	3 062	734	1 482	1 543	1 069	1 105	16 004	42	22	35	104	21	16 228
Nombre de places ouvertes	93 924	30 853	43 554	28 654	2 524	52 256	89 200	184 260	37 757	70 171	73 505	50 737	65 056	822 451	2 093	1 315	2 069	5 485	1 336	834 749
Moins de 6 ans	29 776	9 881	14 629	9 727	872	17 764	28 485	75 503	11 303	24 349	25 377	15 877	22 714	286 257	703	546	778	1 981	44	290 309
6-13 ans	53 720	17 488	23 466	16 055	1 492	29 865	52 004	94 919	21 785	38 498	39 766	27 379	35 254	451 691	1 146	668	1 112	2 956	927	458 500
14-17 ans	10 428	3 484	5 459	2 872	160	4 627	8 711	13 838	4 669	7 324	8 362	7 481	7 088	84 503	244	101	179	548	365	85 940
Mineurs déclarés en situation de handicap	276	81	239	80	7	117	249	704	62	272	283	265	218	2 853	1	6	8	1	0	2 869
Congés scolaires de printemps																				
Nombre de communes	1 033	512	547	412	37	922	916	635	457	861	877	578	420	8 207	21	19	8	10	5	8 270
Nombre de lieux d'accueils	1 745	737	947	650	55	1 333	1 673	3 011	748	1 515	1 557	1 068	1 114	16 153	57	62	38	49	7	16 366
Nombre de places ouvertes	94 288	31 463	44 411	28 304	2 623	52 485	94 311	181 031	37 234	72 258	74 506	51 942	66 191	831 047	3 039	4 433	2 484	2 120	469	843 592
Moins de 6 ans	30 181	9 996	15 061	9 540	930	17 781	30 340	73 866	11 321	24 781	25 775	16 332	23 227	289 131	1 161	1 878	918	787	24	293 899
6-13 ans	53 771	17 907	23 762	15 884	1 498	30 061	54 745	93 355	21 179	39 881	40 480	28 243	35 626	456 392	1 597	2 369	1 345	1 155	312	463 170
14-17 ans	10 336	3 560	5 588	2 880	195	4 643	9 226	13 810	4 734	7 596	8 251	7 367	7 338	85 524	281	186	221	178	133	86 523
Mineurs déclarés en situation de handicap	356	107	230	91	14	161	281	735	68	344	335	292	232	3 246	2	15	8	0	3	3 274
Mois de juillet																				
Nombre de communes	1 081	549	566	475	36	1 087	1 139	647	497	871	903	603	455	8 909	28	28	8	23	12	9 008
Nombre de lieux d'accueils	1 849	775	988	736	55	1 542	2 096	2 981	816	1 561	1 624	1 123	1 235	17 381	94	108	43	197	51	17 874
Nombre de places ouvertes	123 533	41 149	58 188	45 821	3 254	82 561	179 264	211 135	56 296	94 715	92 382	69 289	90 855	1 148 442	7 070	9 817	2 865	13 749	4 081	1 186 024
Moins de 6 ans	37 311	12 482	19 431	14 433	1 124	25 450	50 575	88 115	15 807	31 097	31 292	21 243	30 447	378 807	2 017	2 903	997	3 929	44	388 697
6-13 ans	73 628	24 362	32 180	27 246	1 977	50 077	111 733	108 259	34 271	54 042	51 409	39 424	50 592	659 200	4 246	5 868	1 661	8 854	2 749	682 578
14-17 ans	12 594	4 305	6 577	4 142	153	7 034	16 956	14 761	6 218	9 576	9 681	8 622	9 816	110 435	807	1 046	207	966	1 288	114 749
Mineurs déclarés en situation de handicap	471	121	313	118	3	218	517	842	121	541	499	404	325	4 493	3	31	16	3	1	4 547
Mois d'août																				
Nombre de communes	867	391	515	296	32	582	572	602	379	764	731	520	388	6 639	8	9	8	6	10	6 680
Nombre de lieux d'accueils	1 340	548	853	463	45	868	1 259	2 367	629	1 308	1 214	978	901	12 773	14	17	25	11	36	12 876
Nombre de places ouvertes	79 724	26 176	45 603	25 675	2 407	42 369	90 810	149 341	38 878	73 522	65 810	53 028	60 872	754 215	717	1 602	1 583	389	2 890	761 396
Moins de 6 ans	25 429	8 584	15 506	8 237	906	13 885	27 288	60 696	11 402	24 931	22 593	16 351	20 868	256 676	281	581	496	106	0	258 140
6-13 ans	47 136	14 815	24 906	15 072	1 387	24 784	54 345	77 895	23 153	41 492	36 285	29 425	33 675	424 370	356	905	935	224	2 042	428 832
14-17 ans	7 159	2 777	5 191	2 366	114	3 700	9 177	10 750	4 323	7 099	6 932	7 252	6 329	73 169	80	116	152	59	848	74 424
Mineurs déclarés en situation de handicap	222	77	232	65	8	120	284	510	128	535	324	259	217	2 981	1	10	11	0	0	3 003

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.

Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).

Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs (rupture de série). Pour les collectivités d'Outre-Mer, seules les communes pour lesquelles on a recensé au moins un accueil au cours de la période 2009-2010 à 2017-2018 sont prises en compte dans le calcul du nombre total de communes.

Sources : Djepva, base de données Siam ; traitement Injep, Medes ; découpage communal au 1er janvier 2018. Estimations au 15 novembre 2018

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement (1)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Séjours de vacances (séjours non spécifiques d'au moins cinq jours)																				
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	4 615	1 140	1 392	452	486	1 043	465	687	958	2 925	3 322	1 382	2 139	21 006	23	24	15	97	68	21 233
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	186 138	44 859	45 849	15 049	15 292	34 534	12 136	23 346	31 490	108 872	104 178	45 374	79 652	746 769	1 249	998	418	2 574	1 459	753 467
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 499	2 967	526	847	0	1 189	705	1 817	1 754	870	1 128	1 009	573	15 884	0	0	0	0	0	15 884
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	123 999	32 300	33 893	11 575	6 458	24 994	8 342	15 880	20 957	68 841	70 713	34 616	50 366	502 934	872	435	219	1 817	403	506 680
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	59 640	9 592	11 430	2 627	8 834	8 351	3 089	5 649	8 779	39 161	32 337	9 749	28 713	227 951	377	563	199	757	1 056	230 903
Mineurs déclarés en situation de handicap	880	350	768	107	21	307	67	24	517	537	437	504	247	4 766	1	0	0	0	39	4 806
Nombre de journées	41 673	9 804	12 460	3 856	6 123	8 920	3 576	4 944	8 186	27 084	29 401	11 997	18 834	186 858	304	312	154	851	508	188 987
Nombre de journées enfants	1 773 321	438 157	458 656	145 661	194 433	327 093	99 284	178 304	288 874	1 078 966	1 007 538	451 901	736 901	7 179 089	13 486	11 513	4 993	23 847	11 022	7 243 950
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)																				
Nombre de séjours	313	126	147	86	8	235	142	310	117	444	509	231	225	2 893	2	0	1	18	1	2 915
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	5 752	2 516	2 932	2 348	96	5 279	2 824	7 807	2 379	7 991	9 094	4 185	4 635	57 838	60	0	22	341	12	58 273
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	207	82	125	42	0	65	163	702	73	281	878	379	22	3 019	32	0	0	0	0	3 051
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	3 536	1 576	2 021	1 416	55	2 901	1 767	4 026	1 575	5 073	5 291	2 801	2 731	34 769	28	0	0	160	6	34 963
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	2 009	858	786	890	41	2 313	894	3 079	731	2 637	2 925	1 005	1 882	20 050	0	0	22	181	6	20 259
Mineurs déclarés en situation de handicap	16	8	31	0	0	69	2	10	36	49	128	80	0	429	0	0	0	0	0	429
Nombre de journées	982	380	471	242	23	711	419	848	369	1 415	1 630	732	678	8 900	6	0	2	61	4	8 973
Nombre de journées enfants	17 696	7 708	8 999	6 129	293	15 478	8 458	20 924	7 248	24 577	28 839	12 946	13 516	172 811	180	0	44	1 162	48	174 245
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)																				
Nombre de séjours	538	164	253	197	11	211	72	81	111	370	447	183	271	2 909	0	2	1	6	0	2 918
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	389	88	168	157	11	104	54	61	79	251	326	116	222	2 026	0	2	1	3	0	2 032
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	14 837	4 999	6 699	4 581	275	5 816	2 120	2 590	3 252	10 122	11 180	6 168	8 657	81 296	0	40	14	128	0	81 478
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	6 795	2 339	2 740	2 636	104	2 617	781	988	1 438	4 522	5 713	2 085	2 525	35 283	0	16	2	66	0	35 367
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	8 042	2 660	3 959	1 945	171	3 199	1 339	1 602	1 814	5 600	5 467	4 083	6 132	46 013	0	24	12	62	0	46 111
Mineurs déclarés en situation de handicap	21	0	32	3	0	19	0	0	8	8	94	15	25	225	0	0	0	0	0	225
Nombre de journées	3 341	877	1 781	1 151	135	1 178	586	588	728	2 289	2 772	1 009	2 153	18 588	0	19	5	33	0	18 645
Nombre de journées enfants	95 321	30 495	49 516	25 259	2 906	33 354	15 425	22 264	22 822	61 887	66 893	35 999	91 045	553 186	0	375	70	704	0	554 335
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours)																				
Nombre de séjours	2 513	787	1 793	1 055	30	1 354	3 482	696	1 705	2 427	1 705	2 357	888	20 792	5	7	10	66	2	20 882
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	731	201	649	193	7	318	724	202	741	594	409	1 092	214	6 075	0	0	4	10	1	6 090
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	40 439	12 957	28 342	21 180	369	26 536	74 175	12 248	29 139	39 234	28 613	41 434	14 943	369 609	158	170	431	1 488	42	371 898
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 757	1 369	3 033	2 670	11	1 925	8 273	1 529	3 515	4 561	2 799	4 175	761	37 378	0	0	0	0	0	37 378
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	31 689	9 958	22 170	16 928	298	21 035	56 516	9 385	22 778	29 510	20 650	32 984	11 138	285 039	99	119	395	789	22	286 463
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	5 993	1 630	3 139	1 582	60	3 576	9 386	1 334	2 846	5 163	5 164	4 275	3 044	47 192	59	51	36	699	20	48 057
Mineurs déclarés en situation de handicap	60	14	22	13	5	15	125	12	22	129	83	27	9	536	0	0	0	2	0	538
Nombre de journées	8 541	2 668	6 528	3 175	105	4 230	11 221	2 223	6 423	7 865	5 511	9 074	2 870	70 434	14	24	36	236	9	70 753
Nombre de journées enfants	138 048	45 057	105 661	61 788	1 315	80 348	236 000	38 213	108 196	127 455	93 231	161 232	48 016	1 244 560	448	600	1 291	5 376	190	1 252 465
Ensemble des séjours																				
Nombre de séjours	7 979	2 217	3 585	1 790	535	2 843	4 161	1 774	2 891	6 166	5 983	4 153	3 523	47 600	30	33	27	187	71	47 948
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	5 735	1 429	2 209	802	504	1 465	1 243	950	1 778	3 770	4 057	2 590	2 575	29 107	23	26	20	110	69	29 355
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	247 166	65 331	83 822	43 158	16 032	72 165	91 255	45 991	66 260	166 219	153 065	97 161	107 887	1 255 512	1 467	1 208	885	4 531	1 513	1 265 116
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	5 463	4 418	3 684	3 559	11	3 179	9 141	4 048	5 342	5 712	4 805	5 563	1 356	56 281	32	0	0	0	0	56 313
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	166 019	46 173	60 824	32 555	6 915	51 547	67 406	30 279	46 748	107 946	102 367	72 486	66 760	858 025	999	570	616	2 832	431	863 473
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	75 684	14 740	19 314	7 044	9 106	17 439	14 708	11 664	14 170	52 561	45 893	19 112	39 771	341 206	436	638	269	1 699	1 082	345 330
Mineurs déclarés en situation de handicap	977	372	853	123	26	410	194	46	583	723	742	626	281	5 956	1	0	0	2	39	5 998
Nombre de journées	54 537	13 729	21 240	8 424	6 386	15 039	15 802	8 603	15 706	38 653	39 314	22 812	24 535	284 780	324	355	197	1 181	521	287 358
Nombre de journées enfants	2 024 386	521 417	622 832	238 837	198 947	456 273	359 167	259 705	427 140	1 292 885	1 196 501	662 078	889 478	9 149 646	14 114	12 488	6 398	31 089	11 260	9 224 995

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus. Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série). Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs (rupture de série). Pour les collectivités d'Outre-Mer, seules les communes pour lesquelles on a recensé au moins un accueil au cours de la période 2009-2010 à 2017-2018 sont prises en compte dans le calcul du nombre total de communes.

Sources : Djepva, fichiers Siam ; traitement Injep, Medes
Estimations au 15 novembre 2018

Accueils de scoutisme

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de communes au sein du département au 1er janvier 2018	4 092	3 734	1 232	1 776	360	5 132	3 808	1 276	2 709	4 405	4 485	1 272	947	35 228	32	34	22	24	17	35 357
Au moins une période d'activité au cours de l'année																				
Nombre de communes	136	46	56	41	2	92	98	198	50	94	86	62	60	1 021	8	13	4	4	2	1 052
Nombre de lieux d'accueils habituels	228	70	96	63	2	139	142	518	72	144	150	122	120	1 866	10	19	6	4	2	1 907
Nombre de places ouvertes	16 725	3 915	6 122	3 890	107	7 991	10 583	42 512	4 446	9 190	9 215	7 187	8 352	130 235	780	914	310	172	85	132 496
Moins de 6 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6-13 ans	9 928	2 289	3 724	2 172	57	4 958	6 421	24 732	2 740	5 115	5 613	4 142	5 371	77 262	390	445	180	96	60	78 433
14-17 ans	6 797	1 626	2 398	1 718	50	3 033	4 162	17 780	1 706	4 075	3 602	3 045	2 981	52 973	390	469	130	76	25	54 063
Mineurs déclarés en situation de handicap	12	9	38	2	0	42	5	251	1	7	22	1	6	396	0	0	0	0	0	396

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.

Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série). Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs (rupture de série). Pour les collectivités d'Outre-Mer, seules les communes pour lesquelles on a recensé au moins un accueil au cours de la période 2009-2010 à 2017-2018 sont prises en compte dans le calcul du nombre total de communes.

Sources : Djepva, fichiers Siam ; traitement Injep, Medes ; découpage communal au 1er janvier 2018
Estimations au 15 novembre 2018

Accueil des enfants d'âge préscolaire

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Accueil collectif	46 203	11 128	11 117	9 435	1 764	26 980	20 172	126 278	11 464	23 909	32 959	14 743	37 283	373 435	2 443	3 538	1 211	5 927	nd	386 554
Crèches collectives (y compris parentales)	3 480	1 866	935	1 165	90	4 097	4 480	54 060	2 187	1 306	3 733	3 666	1 146	82 211	2 070	1 496	867	3 749	nd	90 393
Haltes garderies	1 781	668	1 210	1 142	44	1 486	2 506	4 952	853	921	1 146	1 308	865	18 882	30	0	0	49	nd	18 961
Jardins d'enfants	1 061	73	132	85	22	1 244	463	3 299	114	100	556	60	1 233	8 442	265	515	115	995	nd	10 332
Jardins d'éveil	0	24	0	24	0	20	0	0	0	0	16	0	0	84	0	20	0	0	nd	104
Multi-accueil	39 881	8 497	8 840	7 019	1 608	20 133	12 723	63 967	8 310	21 582	27 508	9 709	34 039	263 816	78	1 507	229	1 134	nd	266 764
Taux d'équipement en accueil collectif pour 1 000 enfants nés au cours des 3 dernières années	168,1	130,0	111,5	115,3	196,0	153,7	93,0	255,7	107,8	141,9	184,6	118,5	229,2	171,5	192,0	326,0	64,6	159,8	nd	171,3
Accueil familial																				
Places	3 595	861	701	1 628	469	3 034	2 932	19 197	1 125	4 676	3 522	1 348	2 629	45 717	0	20	73	90	nd	45 900
Taux de scolarisation des enfants de 2 ans (Retraite 2016-2017 pour 100 enfants de 2 ans)	10,8	14,2	31,9	8,6	8,4	10,4	27,5	5,4	8,9	11,3	10,7	14,3	8,5	12,3	25,8	34,3	2,3	14,2	nd	12,5
Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2016)																				
Assistantes maternelles	43 312	17 333	18 604	14 728	420	29 059	32 568	37 218	21 097	26 314	20 385	27 635	13 010	301 683	555	387	181	1 083	nd	303 889
Garde d'enfants à domicile	8 573	1 308	2 947	1 563	84	2 515	4 103	37 547	2 147	3 973	3 977	3 889	2 990	75 616	149	114	164	1 192	nd	77 235

Sources : DREES, Enquête Aide sociale 2016 (Volet PMI) ; Statistiques départementales des conseils départementaux ; Ircem ; MEN-DEPP, Constat 1er degré de rentrée 2016 Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (MENESR-DEPP)

Sources : DREES, MVJS-DJEPVA-Direction des Sports, MESR.

Pour en savoir plus :

Formation aux professions de santé et aux professions sociales

Les enquêtes Écoles santé et social, réalisées annuellement, ont pour objectif principal de dénombrer et d'identifier les établissements de formation et de recueillir des informations sur le nombre et les caractéristiques des étudiants ou élèves en formation (sexe, âge, niveau de formation générale, modes de prise en charge financière, redoublements, etc.).

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

Le ministère en charge des Sports met en place des formations et délivre des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport – article L2121) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- **Assistant animateur**, avec un BAPAAT, brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien, diplôme de niveau V
- **Animateur**, avec un BPJEPS socioculturel, brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau IV
- **Éducateur sportif**, avec un BEES I, brevet d'Etat d'éducateur sportif, diplôme de niveau IV, ou un BPJEPS sport
- **Cadre dans le sport ou le secteur socioculturel**, avec un DEJEPS, diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau III, ou un DESJEPS, diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau II

À noter qu'il existe aussi des DEMM, Diplômes d'État des Métiers de la Montagne, qui répondent à des besoins spécifiques liés au lieu de pratique.

Par ailleurs, deux autres diplômes (non professionnel) permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueils collectifs de mineurs (ACM) en tant que :

- **Animateur**, avec un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
- **Directeur**, avec un BAFD, brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- **DUT carrières sociales** (option animation sociale et socioculturelle), diplôme de niveau III
- **STAPS**, sciences et techniques des activités physiques et sportives, diplômes le plus souvent de niveaux II et I

Aide complémentaire :

<http://www.injep.gouv.fr/>

<http://www.sports.gouv.fr/>

<http://www.res.sports.gouv.fr/>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/professions-de-sante-et-du-social/article/l-enquete-annuelle-sur-les-ecoles-de-formation-aux-professions-sociales>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/13-900-etudiants-en-formation-d-educateur-specialise-en-2017>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/profil-des-infirmiers-en-formation-en-2014>



Sports

Fédérations sportives

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Fédérations sportives (juillet 2018)																				
Clubs (données de l'année 2017 estimées au 19 juillet 2018) (1)																				
Fédérations unisport olympiques	7 890	3 226	4 010	3 204	452	6 279	5 501	7 513	3 631	6 882	6 067	4 370	4 115	63 140	503	391	241	669	258	65 202
Fédérations unisport non olympiques	6 146	1 960	1 912	1 666	257	3 037	2 503	5 126	1 786	4 665	5 464	1 924	3 694	40 140	178	206	75	578	43	41 220
Fédérations multisports	7 248	2 311	3 238	2 673	193	4 845	4 730	6 592	2 277	5 769	5 294	3 663	3 405	52 238	302	231	112	454	65	53 402
Total clubs affiliés à une fédération	21 284	7 497	9 160	7 543	902	14 161	12 734	19 231	7 694	17 316	16 825	9 957	11 214	155 518	983	828	428	1 701	366	159 824
Licences (données de l'année 2017 estimées au 19 juillet 2018) (1)																				
Fédérations unisport olympiques	1 108 285	354 240	496 147	356 896	39 492	739 658	724 032	1 418 087	453 991	837 998	755 140	577 778	622 630	8 484 374	39 413	36 151	21 929	86 237	19 941	8 688 045
Part des licences féminines	31,3	31,8	29,5	31,7	29,6	31,8	29,3	30,7	32,1	31,7	30,7	29,4	31,5	30,9	30,1	32,5	32,0	29,8	19,9	30,9
Fédérations unisport non olympiques	293 920	86 082	107 434	82 785	10 559	141 606	125 313	309 229	90 340	227 887	252 063	108 244	196 773	2 032 235	7 089	7 598	2 491	22 334	2 102	2 073 849
Part des licences féminines	30,4	32,1	36,7	34,6	22,1	32,4	31,8	34,9	33,9	32,7	30,6	33,8	32,0	32,6	36,0	34,7	32,1	33,0	30,5	32,7
Fédérations multisports	674 635	194 761	303 358	192 204	15 956	407 550	430 497	731 285	192 750	447 393	383 911	344 354	333 690	4 652 344	16 963	15 280	11 368	55 421	8 110	4 759 486
Part des licences féminines	55,2	54,7	54,8	55,4	51,2	52,5	52,0	50,4	56,4	53,7	53,8	55,2	48,9	53,2	42,4	44,9	48,5	48,3	43,9	53,1
Dont Fédération Handisport	3 536	2 120	1 401	826	18	2 890	2 763	3 519	656	2 406	2 794	1 397	2 156	26 482	64	155	37	304	0	27 042
Part des licences féminines	29,9	33,8	26,9	24,8	38,9	32,7	30,1	27,9	27,0	29,6	29,9	27,4	36,1	30,3	34,4	32,9	27,0	32,6	nc	30,3
Dont Fédération du sport adapté	3 438	1 319	1 067	1 067	17	1 491	1 903	1 733	1 134	5 306	3 808	1 329	1 672	25 284	12	15	0	126	0	25 437
Total des licences sportives délivrées	2 076 840	635 083	906 939	631 885	66 007	1 288 814	1 279 842	2 458 601	737 081	1 513 278	1 391 114	1 030 376	1 153 093	15 168 953	63 465	59 029	35 788	163 992	30 153	15 521 380
Part des licences féminines	38,7	38,9	38,9	39,3	33,6	38,4	37,2	37,1	38,7	38,4	37,1	38,5	36,6	37,8	34,1	36,0	37,2	36,5	27,1	37,8
Taux de licences sportives pour 100 habitants	25,8	22,6	27,2	24,5	19,5	23,2	21,2	20,1	22,1	25,2	23,6	27,2	22,8	23,3	16,2	15,9	12,7	18,9	11,6	23,1
Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2018) (2)																				
Nombre de Conseillers techniques nationaux et régionaux affectés dans les services déconcentrés (H/F)	146	47	51	35	3	70	45	378	30	111	117	40	80	1 153	10	3	2	9	nd	1 177
Hommes	126	36	39	24	3	59	36	299	25	91	91	37	63	929	9	2	1	9	nd	950
Femmes	20	11	12	11	0	11	9	79	5	20	26	3	17	224	1	1	1	0	nd	227

(1) Totaux régionaux y compris les non-répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non-répartis par département et par région

(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région. France entière hors Mayotte

Sources : Ministère en charge de la jeunesse et des sports ; Ingep Medes ; Direction des Sports ; CGOCTS



Sports

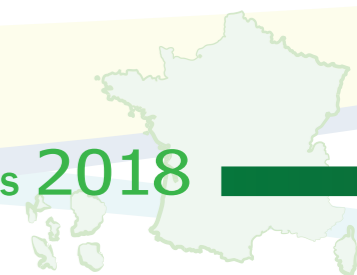
Équipements sportifs - Sports de haut niveau - Pôles sportifs

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Équipements sportifs (hors sports de nature) (données au 7 novembre 2018)																				
Ensemble des équipements hors sports de nature	31 774	14 660	15 591	13 672	1 078	27 979	24 138	27 944	15 211	29 640	28 314	18 595	15 806	264 402	1 029	965	707	2 494	296	269 893
Terrains de grands jeux (foot, rugby..)	4 963	2 759	2 979	2 228	189	5 089	4 553	2 810	2 685	4 929	4 150	3 094	1 560	41 988	229	120	190	314	75	42 916
Courts de tennis	5 473	1 962	1 714	1 893	240	3 768	2 592	5 391	2 217	4 900	4 641	2 199	2 998	39 988	115	98	55	200	13	40 469
Bassins de natation	875	374	254	316	43	448	389	736	289	743	781	448	492	6 188	20	21	29	96	1	6 355
Boulodromes	3 624	1 568	2 313	1 963	9	2 717	3 323	1 359	1 857	2 734	3 102	2 573	1 234	28 376	53	87	25	207	13	28 761
Taux d'équipement en équipements sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,4	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,4
Sportifs en lien avec le sport de haut niveau (données au 17 décembre 2018)																				
Nombre de sportifs en catégorie Élite	133	19	39	22	1	64	37	157	27	105	74	52	74	804	2	3	0	5	0	814
Nombre de sportifs en catégorie Senior	159	28	59	20	3	56	55	204	46	84	118	40	113	985	5	3	0	6	0	999
Nombre de sportifs en catégorie Jeune (relève)	470	76	112	73	2	204	194	449	114	233	249	152	261	2 589	15	5	1	19	0	2 629
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	32	3	12	3	0	8	6	37	4	10	7	3	13	138	0	0	0	11	0	149
Nombre total de sportifs de haut niveau (1)	794	126	222	118	6	332	292	847	191	432	448	247	461	4 516	22	11	1	41	0	4 591
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	1 008	305	373	231	54	579	527	729	264	792	718	292	636	6 508	123	75	25	150	3	6 884
Nombre de sportifs en collectif national	324	73	65	74	2	133	134	460	77	238	213	71	207	2 071	4	5	7	16	0	2 103
Projets de performance fédéraux selon le type de programme (données au 17 décembre 2018) (2)																				
Ensemble des projets de performance fédéraux (PPF)	99	49	69	52	7	88	74	117	52	111	124	58	88	988	17	10	4	18	0	1 037
Projets de performance fédéraux "Accession"	75	37	54	35	7	66	59	70	43	90	80	42	60	718	16	10	4	15	0	763
Projets de performance fédéraux "Excellence"	24	12	15	17	0	22	15	47	9	21	44	16	28	270	1	0	0	3	0	274

(1) Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, seniors, jeunes ou reconversion

(2) Les projets de performance fédéraux succèdent aux Parcours de l'Excellence Sportive (PES). Le Projet de Performance Fédéral (PPF), validé par les instances fédérales nationales, doit comprendre deux programmes distincts : un programme d'excellence qui prend en compte la population des sportifs de haut niveau et du collectif France en liste et l'ensemble des structures ou dispositifs de préparation ciblés sur cette population d'une part, un programme d'accession au haut niveau qui s'adresse plus particulièrement aux sportifs en liste de sportif Espoir en assurant la détection et le perfectionnement de ces talents, ainsi qu'aux sportifs régionaux d'autre part.

Source : Ministère des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Direction des Sports, base de données PSQS (parcours et suivi quotidien du sportif), année 2018-2019, Res (Recensement des équipements sportifs)

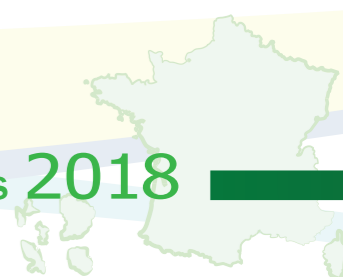


Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2017 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau V																				
Aides médico-psychologiques	831	89	334	204	37	331	497	687	286	357	613	137	437	4 840	6	9	9	8	0	4 872
Auxiliaires de vie sociale	53	9	94	9	3	79	30	174	49	11	152	13	22	698	0	0	27	6	0	731
Accompagnement éducatif et social	489	268	292	93	0	238	395	234	298	453	11	511	152	3 434	0	0	154	41	0	3 629
Assistants familiaux	148	29	127	48	0	118	110	139	114	148	173	100	97	1 351	0	20	0	0	0	1 371
Diplômes de niveau IV																				
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	65	14	47	12	0	21	48	49	11	46	35	20	29	397	10	0	17	0	0	424
Moniteurs éducateurs	398	87	134	136	5	206	270	432	111	274	306	87	239	2 685	17	0	18	50	0	2 770
Diplômes de niveau III																				
Assistants de service social	263	80	123	61	0	164	248	427	86	161	140	95	150	1 998	9	13	12	19	0	2 051
Éducateurs spécialisés	465	92	221	161	1	391	534	907	177	369	331	160	254	4 063	12	2	16	33	0	4 126
Éducateurs de jeunes enfants	148	73	38	40	3	149	112	614	40	118	136	85	83	1 639	8	2	16	25	0	1 690
Éducateurs techniques spécialisés	28	30	29	11	0	27	5	17	11	8	11	0	9	186	0	0	0	0	0	186
Conseillers en économie sociale familiale	169	71	105	63	0	97	81	202	50	155	147	118	82	1 340	0	0	0	8	0	1 348
Diplômes de niveau II																				
Médiateur familial	20	8	2	0	0	4	10	27	0	0	20	5	5	101	0	0	0	0	0	101
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	131	37	84	34	0	62	108	363	56	78	93	54	114	1 214	8	0	10	12	0	1 244
Diplômes de niveau I																				
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	15	15	0	10	0	6	18	28	8	4	19	20	11	154	0	0	0	0	0	154
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	27	27	19	20	0	23	15	61	11	27	43	16	18	307	0	0	0	9	0	316

Source : DREES, enquête écoles de formation 2017

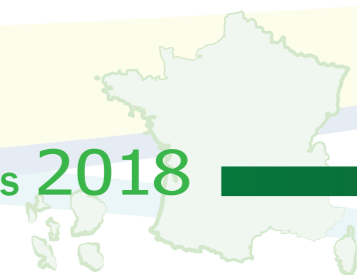


Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2017 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau V																				
Aides soignants	3 227	1 039	1 345	1 070	89	1 998	1 997	3 318	1 194	2 909	1 663	1 319	2 303	23 471	47	62	26	90	0	23 696
Ambulanciers	427	131	280	66	35	330	278	479	103	433	321	136	351	3 370	28	0	0	40	0	3 438
Auxiliaires de puériculture	724	117	144	87	27	389	198	1 637	118	374	234	79	652	4 780	26	0	15	42	0	4 863
Diplômes de niveau III																				
Psychomotriciens	53	0	0	23	0	23	74	432	0	64	53	0	160	882	0	0	0	26	0	908
Préparateur en pharmacie hospitalière	67	0	0	45	0	55	43	71	0	82	36	0	49	448	0	0	0	0	0	448
Techniciens en analyses biomédicales	42	0	0	16	0	0	17	23	0	0	0	0	0	98	0	0	0	0	0	98
Diplômes de niveau II																				
Ergothérapeutes	49	0	68	26	0	72	77	140	70	92	82	18	54	748	0	0	0	21	0	769
Infirmiers diplômés d'État	3 242	1 129	1 040	970	125	2 398	2 779	4 600	1 392	3 051	2 001	1 120	2 330	26 177	131	73	49	163	22	26 615
Manipulateurs en électroradiologie médicale	93	0	29	20	0	76	16	98	23	112	62	14	27	570	0	0	0	0	0	570
Masseurs kinésithérapeutes	277	136	117	93	0	230	319	675	161	262	169	136	214	2 789	0	23	0	21	0	2 833
Pédicures-podologues	0	0	44	0	0	0	54	338	0	30	23	27	38	554	0	0	0	0	0	554
Sages-femmes	93	43	45	26	0	112	85	104	44	96	93	46	63	850	0	7	0	17	0	874
Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)																				
Infirmiers de bloc opératoire	9	11	16	27	0	27	27	33	19	27	31	15	25	267	0	13	0	0	0	280
Infirmiers anesthésistes	70	31	42	19	0	48	45	136	19	66	43	19	48	586	8	0	0	15	0	609
Puéricultrices	133	40	30	22	0	107	112	220	44	86	121	59	90	1 064	18	0	12	16	13	1 123
Cadres de santé	190	55	49	49	0	96	161	312	53	142	86	74	154	1 421	0	0	0	0	0	1 421

Source : DREES, enquête écoles de formation 2017



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport (nombre de diplômes délivrés en 2017)

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes non professionnels																				
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	5 349	1 519	2 834	1 732	37	3 591	6 496	8 846	2 276	4 121	4 536	3 097	3 515	47 949	255	127	292	399	233	49 255
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	165	104	115	93	7	230	202	470	113	93	150	147	133	2 022	22	9	20	20	67	2 160
Diplômes de niveau V																				
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	63	66	0	0	0	0	27	113	73	6	121	0	194	663	11	0	0	12	0	686
Diplômes de niveau IV																				
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS) (1) (2)	1 662	631	832	348	90	821	893	2 405	755	1 837	1 312	1 276	1 673	14 535	59	62	3	114	16	14 789
BEES 1er degré (2)	1	3	0	0	0	0	2	0	0	0	1	1	0	8	0	0	0	0	0	8
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne (2)	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	12	0	0	19	0	0	0	0	0	19
Diplômes de niveau III																				
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socio-culturelle	21	44	82	70	0	0	54	112	46	159	20	0	31	639	0	0	0	0	0	639
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DEJEPS) (2)	551	79	70	40	10	98	119	527	85	204	350	188	448	2 769	6	18	0	31	3	2 827
Diplômes de niveau II et III																				
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) (2) (3)	1 031	137	0	0	0	6	0	1	0	9	21	0	18	1 223	0	0	0	0	0	1 223
Diplômes de niveau II																				
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2° degré	1	1	0	0	0	0	0	1	0	2	1	10	0	16	0	0	0	0	0	16
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS) (2)	46	30	10	1	4	17	19	176	6	21	34	35	40	439	3	0	0	1	0	443
Autres diplômes																				
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	1 810	796	782	272	17	958	1 219	1 664	609	857	1 165	597	890	11 636	66	0	14	109	0	11 825

(1) Le BPJEPS à 4 unités complémentaires (4UC) devrait remplacer à terme le BPJEPS à 10 unités complémentaires (10 UC).

(2) Les BE Alpinisme «accompagnateur en moyenne montagne» et les BEES sont progressivement remplacés par des BPJEPS, DEJEPS, DESJEPS ou DEMM

(3) Les DEMM sont des diplômes d'État des métiers de la montagne de niveau II pour les guides de haute montagne (51 diplômes délivrés en 2017 exclusivement en région Auvergne-Rhône-Alpes), de moniteurs de ski alpin spécialisés en entraînement (12 diplômes délivrés en 2017 exclusivement en région Auvergne-Rhône-Alpes), de niveau III pour les autres diplômes (accompagnateurs en moyenne montagne, ski alpin et ski de fond non spécialisé en entraînement).

Sources : Ministères en charge de l'enseignement supérieur (diplômes STAPS et DUT carrière sociale et animation) et en charge des sports (direction des Sports, Forôme Exploit) pour les autres diplômes professionnels du champ «sport et animation» et en charge de la jeunesse ; DJEPVA, base de données BAFA-BAFD, traitements Injep-Medes

Activité, Emploi associatif et Sport

Nombre d'établissements et de postes salariés

	Auvergne Rhône-Alpes	Bourgogne Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2015	24 363	7 959	10 678	7 533	947	12 998	13 176	29 921	8 753	18 062	19 126	12 875	14 325	180 716	1 073	1 009	441	1 906	nd	185 145
dont action sociale	4 388	1 539	1 421	1 262	203	3 065	2 864	4 417	1 505	3 282	3 064	2 020	2 369	31 399	304	235	90	395	nd	32 423
dont enseignement	2 643	678	1 883	723	78	1 648	1 496	2 980	890	1 876	1 847	2 171	1 379	20 292	133	78	32	124	nd	20 659
dont santé humaine	550	239	212	126	14	365	318	626	173	325	349	250	274	3 821	26	21	12	34	nd	3 914
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	5 132	1 463	2 289	1 841	202	1 896	2 992	4 700	2 146	4 088	3 806	2 787	2 601	35 943	115	144	55	344	nd	36 601
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 840	947	1 029	741	84	1 221	1 265	5 136	789	2 163	2 562	1 191	1 846	21 814	39	48	17	148	nd	22 066
dont autres établissements associatifs	8 810	3 093	3 844	2 840	366	4 803	4 241	12 062	3 250	6 328	7 498	4 456	5 856	67 447	456	483	235	861	nd	69 482
Nombre de postes salariés dans les établissements associatifs en 2015	239 656	78 241	108 557	62 156	6 878	152 913	176 527	299 956	89 116	162 449	168 068	127 550	133 685	1 805 752	10 752	10 570	4 007	21 002	nd	1 852 083
dont action sociale	115 569	41 784	45 531	34 478	4 313	87 546	95 173	117 984	48 339	87 641	92 773	56 746	64 299	892 176	4 937	4 075	1 547	8 241	nd	910 976
dont enseignement	47 163	11 577	31 164	9 584	588	18 812	35 939	59 380	16 269	24 512	23 551	35 379	20 968	334 886	1 852	1 422	532	1 997	nd	340 689
dont santé humaine	19 280	5 434	6 390	2 176	170	13 085	11 290	31 022	3 886	8 728	10 291	6 392	12 072	130 216	524	474	560	854	nd	132 628
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	10 547	1 926	4 075	2 148	413	3 673	4 106	22 247	3 351	8 093	8 219	5 149	6 547	80 494	410	592	151	1 590	nd	83 237
dont arts, spectacles et activités récréatives	3 972	1 138	1 411	732	77	1 790	2 162	7 286	1 176	2 872	2 806	1 247	2 781	29 450	119	322	29	323	nd	30 243
dont autres établissements associatifs	43 125	16 382	19 986	13 038	1 317	28 007	27 857	62 037	16 095	30 603	30 428	22 637	27 018	338 530	2 910	3 685	1 188	7 997	nd	354 310
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en 2015 (%)	8,2	8,4	9,8	7,3	6,2	8,2	8,9	5,1	7,9	8,3	8,8	9,5	7,6	7,6	8,8	7,9	7,1	8,5	nd	7,6
Salariés du secteur privé dans diverses activités associées au sport au 31 décembre 2017																				
Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2017 (1)	16 977	4 279	7 153	4 359	658	7 243	8 011	30 469	5 850	11 523	9 970	7 752	9 796	124 040	276	499	150	878	nd	124 965
dont gestion d'installations sportives	2 625	495	1 045	457	55	858	1 484	4 611	996	1 750	1 006	1 063	1 584	18 029	34	100	4	80	nd	18 167
dont activités de clubs de sport	10 851	2 844	4 857	3 211	500	3 474	5 281	19 751	4 093	7 841	6 986	5 685	5 872	81 246	162	255	123	560	nd	81 786
dont activités des centres de culture physique	945	305	330	199	37	477	554	1 863	399	666	860	363	830	7 828	2	17	17	68	nd	7 864
dont autres activités liées au sport	1 631	395	373	212	25	926	291	2 523	149	401	523	375	716	8 540	56	95	3	119	nd	8 694
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (2)	925	240	548	280	41	1 508	401	1 721	213	865	595	266	794	8 397	22	32	3	51	nd	8 454
Nombre de postes salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2017 (3)	22 673	2 452	3 621	2 004	457	4 297	5 350	8 209	2 390	7 633	7 251	6 949	8 559	81 845	233	283	57	599	nd	82 418
dont construction bateaux de plaisance	12	62	738	46	0	9	58	15	107	2 563	366	3 863	143	7 982	6	4	0	0	nd	7 992
dont fabrication de bicyclettes et véhicule pour invalides	389	238	18	324	0	404	27	15	31	6	17	337	5	1 811	0	0	0	7	nd	1 811
dont fabrication d'articles de sports	1 756	286	216	357	10	362	393	128	201	155	98	144	259	4 365	0	2	0	14	nd	4 367
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	10 534	1 560	2 533	1 264	345	3 195	4 832	7 536	2 003	4 472	4 880	2 531	5 964	51 649	180	199	51	560	nd	52 079
Téléphériques et remontées mécaniques	9 280	136	0	0	0	196	0	0	0	267	1 473	0	1 828	13 180	0	0	0	0	nd	13 180
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	702	170	116	13	102	131	40	515	48	170	417	74	360	2 858	47	78	6	18	nd	2 989

(1) Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

(2) Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat

(3) Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z)

Sources : Insee-Clap (associations employeuses) ; base de données Séquoia de l'Acoss et des Urssaf



AAH	Allocation aux adultes handicapés	DREES	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques
ACOSS	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale	DR(D)JSCS	Direction régionale (et départementale) de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
ACTP	Allocation Compensatrice pour Tierce Personne	EHPAD	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
ADF	Assemblée des départements de France	ERASME	Extraction, Recherche, Analyse, Suivi Médico Économique
AED	Action éducative à domicile	ESAT	Établissement ou Service d'Aide par le Travail
AEMO	Action éducative en milieu ouvert	ESCAPAD	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense
APA	Allocation personnalisée d'autonomie	FAJ	Fonds d'Aide aux Jeunes
ASE	Aide sociale à l'enfance	FAM	Foyer d'Accueil Médicalisé
ASP	Agence de services et de paiement	FINESS	Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées	FiLoSoFi	Fichier localisé social et fiscal
ASS	Allocation de solidarité spécifique	FJT	Foyers de jeunes travailleurs
ASV	Allocation supplémentaire vieillesse	FSV	Fonds solidarité Vieillesse
CADA	Centre d'accueil de demandeurs d'asile	FTM	Foyers de Travailleurs Migrants
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	GIP	Groupement d'intérêt public
CCMSA	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole	IEM	Instituts d'Éducation Motrice
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées	IME	Institut Médico Éducatif
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires	INJEP	Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
CIE	Contrat Initiative Emploi	IRCEM	Institution de Retraite Complémentaire des Employés de Maison
CLAP	Connaissance locale de l'appareil productif	ISD	Indicateurs sociaux départementaux
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire	ITEP	Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique
CNAF	Caisse Nationale d'Allocations Familiales	IVG	Interruption volontaire de grossesse
CNAM	Caisse nationale d'assurance maladie	JDC	Journée défense et citoyenneté
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse	MAS	Maison d'Accueil Spécialisée
CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	MEOS	Mission des études, de l'observation et des statistiques
CUI	Contrat Unique d'Insertion	MEN	Ministère de l'éducation nationale
DALO	Droit Au Logement Opposable	MENESR	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	MSJEPVA	Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance		
DGCS	Direction générale de la cohésion sociale		
DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative		

MVJS	Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
MSA	Mutualité sociale agricole
ODAS	Observatoire de l'Action Sociale Décentralisée
OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
QPV	Quartier Prioritaire de la politique de la Ville
RSA	Revenu de solidarité active
REP	Réseau d'Éducation Prioritaire
SAE	Statistique Annuelle des Établissements
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SESSAD	Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile
SIAM	Système d'information des accueils de mineurs
SPASAD	Service polyvalent d'aide et de soins à domicile
SSIAD	Service de soins infirmiers à domicile
USLD	Unité de soins de longue durée
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience



DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes

Mission Communication, Observation, Études,
Statistiques
Cité administrative
245, rue Garibaldi
69422 LYON CEDEX 03
www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS de Bourgogne-Franche-Comté

Centre de Ressources
Observation/Enquêtes/Statistiques
10, bd. Carnot
BP 13430
21034 DIJON Cedex
www.bourgogne.drjscs.gouv.fr

DRJSCS de Bretagne

Mission Observation/Appui/Expertise
4, avenue du Bois L'Abbé
CS 94323
35043 RENNES Cedex
www.bretagne.drjscs.gouv.fr

DRJSCS du Centre-Val de Loire

Service Observation Études
122, rue du faubourg Bannier
CS 74204
45042 ORLÉANS Cedex 1
www.centre.drjscs.gouv.fr

DRJSCS de Corse

Mission Pilotage, Expertise, Appui,
Service Observation Statistique
Immeuble Castellani
quartier St Joseph
CS 13001
20700 AJACCIO Cedex 09
www.corse.drjscs.gouv.fr

DRJSCS Grand Est

Mission Observation, Audit, Évaluation, Ingénierie
Cité Administrative Gaujot
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 STRASBOURG Cedex
www.alsace.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Guadeloupe

Mission Observation Sociale et Statistiques
323, bd du Général de Gaulle
97100 Basse-Terre
www.guadeloupe.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Guyane

Service Observation, Cohésion Sociale et Égalité des
Droits (OCSED)
2100 route de Cabassou
Lieu-dit « La verdure »
CS 35001
97305 Cayenne Cedex
www.guyane.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS des Hauts-de-France

Pôle Appui aux politiques
20 Square Friant. Les 4 chênes
80039 AMIENS Cedex 01
www.nord-pas-de-calais.drjscs.gouv.fr

DRIHL d'Ile-de-France

Service des observatoires, études et évaluations
À l'attention de Catherine Wintgens
5, rue Leblanc
75911 PARIS Cedex 15
www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

DJSCS de La Réunion

14, allée des Saphirs
97487 Saint-Denis Cedex
www.reunion.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Martinique

Mission transversale d'appui, Observation-Études-
Statistiques
14, rue André-Aliker BP 669
97264 Fort-de-France Cedex
www.martinique.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Mayotte

13, rue Mariazé BP 94
97600 MAMOUDZOU
<http://www.mayotte.drjscs.gouv.fr>

DRDJSCS de Normandie

Mission de Veille, d'Expertise et d'Appui
55, rue Amiral Cécille
BP 1358
76179 Rouen Cedex
www.haute-normandie.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS de Nouvelle Aquitaine

Mission Études, Statistiques et Observation
7, bd. Jacques Chaban-Delmas
33525 BRUGES Cedex
www.aquitaine.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS d'Occitanie

Cellule Observation/Veille/Études
3, av. Charles Flahault
34094 MONTPELLIER Cedex 5
www.languedoc-roussillon.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS des Pays de la Loire

Mission d'appui transversal et territorial
9, rue René Viviani
CS 46205
44262 NANTES CEDEX 02
www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS Provence Alpes Côte d'Azur

Pôle Observation, Contrôle, Évaluation, Ingénierie
66 A, rue Saint-Sébastien
CS 50240
13292 Marseille Cedex 06
www.paca.drjscs.gouv.fr

